



Secrétariat parlementaire  
Ratssekretariat

## **1<sup>er</sup> procès-verbal du Conseil de ville / 01. Stadtratsprotokoll**

**Séance du jeudi 21 janvier 2010 à 18 heures**

**Sitzung vom Donnerstag, 21. Januar 2010, 18.00 Uhr**

**Lieu: Aula de l'école primaire du Marché-Neuf, rue de la Loge 2**

**Ort: Aula Primarschule Neumarkt, Logengasse 2**

---

### **Présents / Anwesend:**

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Patrick Calegari, Barbara Chevallier, Pablo Donzé, René Eschmann, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Markus Habegger, Werner Hadorn, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Sabine Kronenberg, Thomas Lachat, Kerstin Lehniger, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Christian Löffel, Claire Magnin, Joseline Marti-Stolz, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Alain Nicati, Pierre Ogi, Maurice Paronitti, Alain Pichard, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Fatima Simon, Heidi Stöckli Schwarzen, Salome Strobel, Daniel Suter, Andreas Sutter, Anna Tanner, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg

### **Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:**

Urs Grob, Cédric Némitz, Hugo Rindlisbacher, Ariane Tonon, Carine Zuber

### **Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:**

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, René Schlauri, Barbara Schwickert, Silvia Steidle

### **Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:**

-

### **Présidence / Vorsitz:**

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

### **Secrétariat / Sekretariat:**

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

<b>Affaires traitées / Behandelte Geschäfte</b>	<b>Page / Seite</b>
1. Approbation de l'ordre du jour .....	3
2. Demande de contribution pour Haïti .....	3
3. Communications du Bureau du Conseil de ville .....	5
4. Activités 2009 de la Commission PPP .....	5
5. 20060263 Modification partielle de la réglementation fondamentale partielle "Champs-de-Boujean Ouest" dans le secteur des "Stades de Bienne" .....	8
6. 20090374 Équipement technique des Champs-de-Boujean ouest / Prolongement du chemin de la Scierie .....	20
7. 20090375 Aménagement du Ring .....	23
8. Heure des questions .....	26
• Concept pour des espaces verts et des espaces libres.....	27
• Statut des hauts fonctionnaires .....	27
• Meilleure desserte du trafic des vélos de la Gare au Lac .....	28
• Votation sur les minarets, et après? .....	28
• Jumelage officiel Bienne-San Marcos? .....	29
• "Alki-Treff" sur le terrain ou dans le bâtiment des anciens abattoirs à la rue de la Gabelle .....	29
• Solution de rechange pour les habitants de l'Aire des Pianos .....	29
9. Motion 20090248, Pierre Ogi, PSR, "Économies pour la Ville" .....	30
10. Postulat 20090139, Muriel Beck Kadima, Les Verts Bienne, "Places de stationnement pour les gens du voyage à Bienne et dans la région" .....	41
11. Interpellation urgente 20090246, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, "Quelle répression policière le Conseil municipal accepte-t-il à Bienne?".....	47
12. Interpellation urgente 20090284, Hans-Ulrich Köhli, Verts libéraux, "Scènes de drogue au "Yucca" à la rue des Tanneurs, à l'Aire de l'usine à gaz et à la rue des Jardins" .....	49
13. Nouvelles interventions .....	51

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Mesdames, Messieurs, je vous souhaite la cordiale bienvenue pour cette première séance de l'année 2010. J'espère que tout le monde a bien commencé cette nouvelle année, en espérant, qu'elle soit couverte des succès voulu. Tout d'abord, j'aimerais accueillir notre nouveau Conseiller de ville Monsieur Daniel Suter. Je lui souhaite la bienvenue dans l'hémicycle, qu'il jouisse de succès et qu'il ait le plaisir de siéger dans cette salle. Bienvenue à toi Daniel, bon vent dans notre Conseil de ville.

Vous trouvez sur vos tables:

- Modification du message concernant l'affaire "Modification partielle de la réglementation fondamentale partielle "Champs-de-Boujean Ouest" dans le secteur des Stades de Bienne (OJ n° 4)
- Feuille (bleue) contenant les questions posées pour "L'Heure des questions" (OJ n° 7)

## 1. Approbation de l'ordre du jour

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Avant d'entamer l'Ordre du jour, nous avons un objet urgent à y ajouter. Il s'agit d'une demande de contribution relative aux événements d'Haïti ces derniers jours. Selon le Règlement du Conseil de ville, Art. 31 lettre e (RDCo 151.21), nous devons procéder à une votation, puisque l'accord de la majorité des deux tiers des membres est nécessaire pour l'ajout d'un point à l'Ordre du jour.

### Vote

sur la proposition d'ajouter un point additionnel "Demande de contribution pour Haïti" à l'Ordre du jour

**La proposition est acceptée.**

## 2. Demande de contribution pour Haïti

**Grünenwald Samuel, au nom du Bureau du Conseil de ville:** Le Bureau du Conseil de ville propose d'attribuer un don à Haïti, suite au tremblement de terre à Port-au-Prince. La suggestion est la suivante: une contribution de 10'000 fr. à l'association "Jumelage d'hôpitaux d'enfants Bienne-Haïti". Cette association travaille directement sur le terrain à Haïti. Elle s'occupe de fournir à une population démunie des habitations, des vêtements, de la nourriture, des soins médicaux et elle collabore avec les hôpitaux Albert Schweitzer. L'association se charge également de former des indigènes pour les tâches sur le terrain.

Actuellement, une haïtienne effectue un stage au Centre hospitalier de Bienne. Toutes les années, le Centre hospitalier de Bienne accueille des stagiaires d'Haïti. La taille de cette association assure une bonne vue d'ensemble et une efficacité optimale. Lors de son passage à la clinique pour enfants de Wildermeth, une ancienne médecin-chef en pédiatrie travaillant à l'hôpital Albert Schweitzer en Haïti fit germer l'idée du partenariat. Ainsi, en 1991, un groupe de Biennoises et de Biennois venus de diverses sphères d'activités, fondèrent l'association "Jumelage d'hôpitaux d'enfants Bienne-Haïti". La solidarité de toute une région fit le reste. C'est en août 1992 que partit la première femme-médecin suisse occuper le poste de pédiatre, que finance l'association à l'hôpital Albert Schweitzer.

Le lien étroit de toute une population biennoise avec Haïti nous concerne toutes et tous, ceci spécialement dans les circonstances actuelles. C'est la raison pour laquelle, **le Bureau du Conseil de ville vous recommande d'accepter d'allouer une contribution de 10'000 fr.** à l'association "Jumelage d'hôpitaux d'enfants Bienne-Haïti". Merci.

**Moeschler Emilie, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste soutient la proposition du Bureau du Conseil de ville. L'association "Jumelage d'hôpitaux d'enfants Bienne-Haïti", comme l'a dit Monsieur Grünenwald, est connue et reconnue à Bienne. Cette organisation a une action très ciblée en Haïti, ce qui est tout à fait appréciable. **Le Groupe socialiste propose d'ajouter** à ces 10'000 fr., **10'000 fr. supplémentaires, destinés à la "Chaîne du Bonheur"**. La "Chaîne du Bonheur" proclame cette journée, comme journée de solidarité avec les victimes d'Haïti, en collaboration avec d'autres organisations. Ces 20'000 fr., au total, représentent environ 40 centimes par habitantes et habitants de la Ville de Bienne, ce qui ne paraît pas disproportionné vu l'ampleur de la catastrophe. Je vous remercie de votre attention.

**Stöckli Hans, maire:** Le Conseil municipal n'a pas encore eu l'occasion de discuter d'Haïti cependant, l'objet figure sur l'ordre du jour de la séance du Conseil municipal de demain. Si le Conseil de ville approuve ces deux crédits, nous atteindrons à peu près un montant équivalant à celui que nous avons versé en janvier 2005, en faveur de la catastrophe du "Tsunami". La Ville de Bienne avait versé 51'000 fr. La situation financière de la Ville n'est pas brillante, mais malgré cela, elle doit soutenir ces deux montants demandés par le Bureau du Conseil de ville et le Groupe socialiste.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous allons voter les deux propositions séparément.

## **Vote**

sur la proposition du Bureau du Conseil de ville, d'attribuer une contribution de 10'000 fr. à l'association "Jumelage d'hôpitaux d'enfants Bienne-Haïti"

**La proposition est acceptée.**

**Vote**

sur la proposition du Groupe socialiste, d'attribuer une contribution de 10'000 fr. à la "Chaîne du Bonheur"

**La proposition est acceptée.**

**3. Communications du Bureau du Conseil de ville**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Le Bureau du Conseil de ville n'a plus d'autres communications.

**4. Activités 2009 de la Commission PPP**

**Kaufmann Stefan, PPP Kommission:** Der Stadtrat hat den Bericht der PPP Kommission zur Kenntnis erhalten. Er ist kurz abgefasst. Finden nur wenige Sitzungen statt, gibt es auch nicht viel festzuhalten. Die Begründung, weshalb nicht mehr Sitzungen stattgefunden haben, ist im Bericht aufgeführt. Ich möchte darauf verzichten, den Bericht im Detail vorzulesen. Lieber mache ich ein paar ergänzende Hinweise:

Die PPP Kommission wurde per 1. Januar 2009 personell neu besetzt (fünf neue Mitglieder). Im Juni fand bereits wieder eine personelle Veränderung statt. Fünf von neun Mitgliedern sind also neu. Dies bedingte, dass nicht alle Mitglieder auf dem gleichen Informationsstand waren. Es wurde angestrebt, dies möglichst rasch zu korrigieren. Zwei geplante Sitzungen wurden auf Anfang 2010 verschoben. Es macht Sinn, sich über das neu erarbeitete architektonische Projekt und nicht über das veraltete Vorgängerprojekt informieren zu lassen. Im 2009 stand das Projekt PPP Stades de Bienne praktisch still. Die Gründe sind grösstenteils bekannt. Auf der einen Seite gab es Einsprachen. Auf der anderen Seite wurden Verhandlungen mit der Migros Aare und mit HRS (Hauser Rutishauser Suter AG) über die Änderung der Mantelnutzung geführt. Dies war wahrscheinlich die grösste Bremse im ganzen Projekt. Möglicherweise haben auch stadtinterne Kapazitäten das Projekt verlangsamt. Dabei denke ich daran, was die Stadt alles gleichzeitig und mit den gleichen Leuten am projektieren ist.

Das Stocken dieses Projekts hinterlässt bei der Kommission ein etwas ungutes Gefühl. Dies nicht deshalb, weil Projekte dieser Grössenordnung nicht stocken dürfen... Es ist wohl allen klar, dass bei einem so riesigen Projekt Hindernisse auftauchen können. Das ungute Gefühl entsteht dadurch, dass die Kommission befürchtet, Informationen zu verpassen resp. nicht zu erhalten. Es stellt sich die Frage, ob die Informationsbeschaffung eine Holschuld der Kommission ist oder eine Bringschuld des Gemeinderats. Wenn die Komplexität des Projekts angeschaut wird, ist die Kommission klar der Meinung, dass sie nicht in der Lage ist, die Informationen als Holschuld zu beschaffen. Die Kommission ist darauf angewiesen, dass der

Gemeinderat informiert. Deshalb verlangt sie eine aktivere Informationspolitik und ein Projektmanagement, das nicht nur bei einer Person zusammenläuft. Im Moment hat nur eine Person die Fäden in der Hand und damit den Gesamtüberblick. Dies scheint der Kommission etwas wenig zu sein. Die Informationen, welche die Kommission möchte, sollten in regelmässigem Abstand erfolgen und Auskunft über den Stand der baulichen, betrieblichen, juristischen und finanziellen Fortschritte geben. Die Basis dafür muss eine klare Agenda sein. In diesem grossen Projekt sind bisher nur zwei Daten bekannt: Das eine ist der 7. März 2010, an welchem die Abstimmung über die Änderungen stattfindet. Sagt das Stimmvolk dann nein, wird es wohl keine weitere Agenda geben, weil das Projekt dann mit grosser Wahrscheinlichkeit gestorben ist. Der zweite Termin ist Ende November 2012, dann sollte HRS die Stadien fertig gebaut haben. Dazwischen gibt es noch ganz viele entscheidende Termine. Zum Beispiel wäre es interessant zu wissen, wann der Spatenstich erfolgen müsste, um Ende 2012 fertig zu sein? Bis wann muss das Betriebskonzept stehen, damit die Inbetriebnahme Ende 2012 erfolgen kann? Bis wann müssen die Verträge mit den Sportvereinen abgeschlossen sein? Diese müssen für die Saison budgetieren können.

Die Kommission wird die entsprechenden Forderungen an den Gemeinderat formulieren und sie diesem zukommen lassen. Im Moment haben die Kritiker des Projekts Aufwind. Dies hängt nicht zuletzt mit der Verunsicherung zusammen, welche durch die Verzögerung entstanden ist. Unser Anliegen für eine aktivere Informationspolitik entspringt der Sorge der Kommission, dass die Realisierung des Projekts gefährdet sein könnte. Ich bin überzeugt, dass mit einer aktiveren Informationspolitik gegenüber der Kommission, von der Kommission gegenüber den Fraktionen und von den Fraktionen nach aussen Gegensteuer gegeben werden könnte.

In der Abstimmungsbotschaft wurde der Baubeginn auf Ende 2008 versprochen. Nun ist bereits Anfang 2010 und die Baubewilligung ist noch nicht erfolgt. Es sind immer noch Probleme hängig. Vielleicht hören wir heute Abend etwas mehr darüber. Ich schliesse meine Berichterstattung in der Hoffnung ab, dass im Tätigkeitsbericht 2010 über fünfzehn Sitzungen berichtet werden kann. Dies würde heissen, dass das Projekt gestartet ist. Ich danke dem Gemeinderat und der Verwaltung für die angenehme Zusammenarbeit, auch wenn sie nicht sehr intensiv war. Dem Ratssekretariat danke ich für die gute Unterstützung.

**Grivel Pierre-Yves, au nom du Groupe Forum:** Le Groupe Forum remercie la Commission PPP de son rapport d'activités 2009. La Commission PPP ne s'est réunie qu'à deux reprises. Finalement peu importe, il n'est pas nécessaire de se réunir si on n'a rien à se dire. Je vous rappelle le mandat de la Commission PPP. Il s'agit d'une commission politique, qui accompagne le projet "Stades de Bienne", en lieu et place de la Commission de gestion.

Un certain nombre de problèmes ont été annoncés et réglés concernant l'énergie (installation solaire), le concept d'exploitation, l'avancement des travaux et les négociations avec la Coopérative Migros Aare. Tout semble bien réglé. Quelques oppositions ont été levées, peut-être qu'il en reste encore une. Le responsable des travaux publics pourra certainement nous le dire. Enfin, tout est en marche et la date

de la votation populaire est prévue. Les députés du Grand Conseil se battront pour les subventions qui manquent, c'est-à-dire les 12 millions du Fonds du sport.

Ce qui est nouveau est la modification proposée par HRS (Hauser Rutishauser Suter S.A.). Elle consiste à ouvrir des surfaces pour y vendre des produits alimentaires (1'500 m<sup>2</sup>), ce qui représente à peu près l'équivalent du 1<sup>er</sup> étage de Manor et c'est tout! Attention, ce n'est pas le "Mall" des États-Unis ou du Canada. Les magasins du Centre ville ne seront pas détruits car tout à coup, cette possibilité est offerte dans les Stades de Bienne. 1'500 m<sup>2</sup> pour des produits alimentaires, ce n'est pas un drame! Pour moi, il s'agit d'une correction sans incidence sur ce projet, sur l'échéancier et sur la votation populaire de mars. HRS voit ainsi, en période de crise financière, la possibilité de trouver des investisseurs supplémentaires. Par conséquent, il s'agit d'une garantie. Le Groupe Forum est satisfait du rapport.

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Der schriftlich verfasste Bericht über die Aktivitäten der PPP Kommission benötigt keine zusätzlichen Informationen seitens des Gemeinderats. Erlauben Sie mir aber die eine oder andere Bemerkung zu den zusätzlichen Aussagen des Präsidiums: Offensichtlich hatte der Gemeinderat nie die Gelegenheit, sich mit der Kommission über das Rollenverständnis auszutauschen. Ich war der Meinung, dass der Gemeinderat stets in engem Kontakt mit der Kommission steht und diese immer rechtzeitig informiert, wenn sie Geschäfte im Sinne der GPK zu behandeln hatte. Selbstverständlich ist der Gemeinderat gerne bereit, der Kommission sämtliche gewünschten Informationen zu liefern.

Ich möchte aber anmerken, dass sich die interne gemeinderätliche PPP Kommission alle zwei Wochen trifft. Auf allen Ebenen wird sehr intensiv an diesem Projekt gearbeitet. Wenn die PPP Kommission wünscht, über diese Aktivitäten informiert zu werden, macht dies der Gemeinderat gerne und jederzeit. Es kann über sehr viele positive Aspekte berichtet werden. Natürlich existieren ein Terminplan und ein Projektmanagement. Dies erlaubt dem Gemeinderat, die Kommission jederzeit über den aktuellen Stand der einzelnen Geschäfte zu informieren. Ich wäre froh, wenn der Gemeinderat und die Kommission zusammen absprechen könnten, wie dieser Informationsfluss organisiert werden soll und in welchem Zeitpunkt die Kommission informiert werden will. Der Gemeinderat ging bisher - auch aufgrund des Verhaltens der Kommission - davon aus, dass er nur dann informiert, wenn konkrete Geschäfte anstehen, welche dem Stadtrat oder dem Volk unterbreitet werden sollen, so wie es auch bei der GPK der Fall ist. Wenn aber Zwischenergebnisse gewünscht sind, können diese selbstverständlich jederzeit geliefert werden.

Der Anschein, es laufe nichts, trügt. Wie gesagt, wird auf allen Ebenen mit Hochdruck gearbeitet. Die wichtigste Frage, welche Herr Kaufmann gestellt hat, ist auch in der Botschaft erwähnt. Die Stadt hat einen Vertrag mit HRS (Hauser Rutishauser Suter AG). Werden dessen Bedingungen erfüllt, (vgl. Diskussion im nächsten Traktandum) und entscheidet auch das Volk in diesem Sinn, dann kann, sofern auch die Baubewilligung innert vernünftiger Frist eintrifft, mit einem Baubeginn am 1. November dieses Jahres gerechnet werden. Ziel ist es, das Projekt bis zum 1. November 2012 abzuschliessen. Das Projekt ist nach wie vor auf Kurs, sofern die entsprechenden Voraussetzungen eintreffen. Letzthin las ich ein Interview mit Herrn Müller vom Stade de Suisse, in welchem dieser erwähnte, dass das dortige Projekt fünfzehn Jahre brauchte, bis es umgesetzt werden konnte. Ich möchte darauf

aufmerksam machen, dass Biel diesfalls noch über zehn Jahre Zeit hätte und bitte um Verständnis dafür, dass ein so grosses Projekt nicht einfach aus dem Hut gezaubert und in nur so kurzer Zeit realisiert werden kann. Der Gemeinderat und die entsprechenden Mitarbeitenden der Stadtverwaltung sind immer noch voller Enthusiasmus an der Arbeit. Die Idee, dass das Projekt gefährdet sein könnte, ergibt sich nur aus der wirtschaftlichen Situation und nicht aus den Aktivitäten, welche in den Verantwortungsbereich der Stadt Biel fallen.

## **Vote**

Vu le rapport de la Commission PPP du 4 décembre 2009 «Activités 2009», et s'appuyant sur l'art. 32, al. 3, l'art. 33 et l'art. 68 du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), l'art. 20 du Règlement du Conseil de ville du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21) et l'art. 22, al. 2 du Règlement pour les commissions du Conseil de ville du 11 décembre 1996 (RDCo 151.31) ainsi que sur l'arrêté du Conseil de ville du 17 avril 2008, le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport «Activités 2009» de la Commission PPP.

## **5. 20060263 Modification partielle de la réglementation fondamentale partielle "Champs-de-Boujean Ouest" dans le secteur des "Stades de Bienne"**

**Grupp Christoph, PPP Kommission:** Bevor ich in die Materie eintauche, möchte ich darauf hinweisen, dass der Beschlussesentwurf einen Fehler enthält, der korrigiert werden muss. Es geht um den Absatz I.1. Hier steht: *"Die Teilordnung der Teilgrundordnung..."*. Richtigerweise müsste es heissen: *"Die Teiländerung der Teilgrundordnung..."*.

Worum geht es in diesem Geschäft? Es geht um eine Teiländerung der Teilgrundordnung. Das heisst, auf planerischer Ebene befasst sich das Geschäft mit Detailfragen. Trotzdem muss an dieser Stelle geprüft werden, ob das vorgeschlagene Vorgehen zulässig ist und welche Auswirkungen zu erwarten sind.

Zur Zulässigkeit: Es mag vielleicht störend wirken, dass in einer im planerischen Horizont recht kurzen Zeit von weniger als zwei Jahren schon wieder eine Änderung der Grundordnung erfolgt. 2007 stimmte das Stimmvolk bereits über dieses Thema ab. Da es sich aber um Details handelt und das Projekt wirklich sehr komplex ist, ist es nachvollziehbar, dass sich Änderungen ergeben und die gesetzlichen Grundlagen wieder angepasst werden müssen. Diese Haltung vertritt auch der Kanton, welcher dieser Teiländerung ebenfalls zustimmt. Allenfalls kann gesagt werden, das Vorgehen sei überstürzt, manchmal gar etwas hastig. Angesichts der Herausforderungen, mit welchen sich die Stadt konfrontiert sieht, ist dies aber verständlich.

Ich möchte erklären, weshalb diese Änderungen überhaupt nötig werden, immerhin gelangt die Vorlage vor das Volk. Die Gründe sind rein wirtschaftlicher Natur. HRS (Hauser Rutishauser Suter AG) argumentiert, dass ohne die vorgeschlagenen



Änderungen zu wenig Mieter für die Mantelnutzung gefunden werden könnten und aus ihrer Sicht die Finanzierung der Stadien erschwert bis unmöglich sei. Sicher gäbe es auch noch weitere Beurteilungskriterien, warum eine solche planerische Änderung vollzogen werden müsste. Es könnten beispielsweise volkswirtschaftliche, gesellschaftliche oder ökologische Gründe vorliegen. Dies ist aber hier nicht der Fall. Wie gesagt, geht es einzig um die wirtschaftlichen Aussichten dieses Projekts.

Konkret geht es um drei Änderungen:

1. Die Minimalgrösse der Ladenflächen soll von 2'500 auf 1'250 m<sup>2</sup> reduziert werden.
2. Auf einer Fläche von 1'500 m<sup>2</sup> sollen Lebensmittel verkauft werden dürfen und
3. Gastwirtschaftsbetriebe mit mehr als 30 Sitzplätzen sollen zugelassen werden, sofern sie im Zusammenhang mit einer im Stades de Bienne angebotenen Freizeitnutzung stehen.

Dies sind die auf Ebene Teilgrundordnung vorgeschlagenen Änderungen.

Zu den Auswirkungen und deren Einschätzung durch die Kommission: Die Punkte 1 und 3, also die Minimierung der Ladenfläche und die Zulassung von Gastwirtschaftsbetrieben mit mehr als 30 Sitzplätzen haben höchstwahrscheinlich wenig Auswirkungen auf die planerische Ebene. Es ist aber denkbar, dass diese Aspekte eher wirtschaftliche Auswirkungen haben werden wie zum Beispiel die (volkswirtschaftliche) Konkurrenzierung der Innenstadt. Aus Sicht der Planung dürften diese beiden Punkte aber nicht ins Gewicht fallen. Von Gewerbekreisen wurden jedenfalls auch keine Einwände gemacht. Es kann daher davon ausgegangen werden, dass Probleme aus einer eventuellen Konkurrenzierung vernachlässigbar sind. Deshalb stimmt die Kommission den Punkten 1 und 3 zu.

Allenfalls könnte gesagt werden, dass es im Punkt 1 auch um die Verkehrssituation geht. Vielleicht haben kleinere Ladenflächen ein grösseres Verkehrsaufkommen zur Folge. Sicher ist dies aber bei Punkt 2 der Fall. Es ist klar, dass durch den Verkauf von Lebensmitteln Mehrverkehr generiert wird. Dieser Gefahr wird durch eine namhafte Reduktion der Gesamtverkaufsfläche von 30'000 auf 21'000 m<sup>2</sup> entgegengewirkt. Es gibt ein Berechnungsmodell des Planungsbüros Emch + Berger AG, welches davon ausgeht, dass mit dieser Änderung die maximal zulässigen durchschnittlichen Tagesverkehrszahlen von 4'000 Bewegungen für die Zone 10.1 und 2'000 Bewegungen für die Zone 10.2 nicht überschritten werden. Ich denke, diesen Berechnungen darf geglaubt werden. Es gibt ein Worst-case-Szenario, welches aufführt, dass diese Zahlen in einem ganz ungünstigen Fall überschritten werden könnten. Die Eintretenswahrscheinlichkeit dieses Szenarios ist jedoch sehr gering.

Zusammenfassend ist die Überschreitung der maximal zulässigen durchschnittlichen Tagesverkehrszahlen als einziges minimales Risiko zu nennen. Die Kommission ist der Meinung, dass die Verkehrssituation nicht zu dramatisch beurteilt werden sollte. Sicherheitsmassnahmen sind vorgesehen und künftige Kontingente müssen bewilligt werden. Dieses kleine Risiko steht dem grossen gegenüber, dass das Projekt scheitert. Deshalb empfiehlt die Kommission, diesem Geschäft zuzustimmen.

**Wiederkehr Martin, Fraktion SP:** Die Fraktion SP steht voll hinter den Ausführungen der PPP Kommission. Dies nicht nur deshalb, weil die Kommission das Geschäft sehr

fundiert geprüft hat, sondern auch, weil es um den Grundsatz geht, die Stadien an diesem Standort zu bauen. Diesem Grundsatz hat das Volk zugestimmt und er wird nicht verändert. Dass ein so grosses und komplexes Projekt Tücken und Schwächen beinhaltet, ist selbstverständlich. Der Prozess deckt diese zum Teil auf und es ist nur sinnvoll, wenn die festgestellten Schwächen behoben werden, damit das Projekt schlussendlich realisiert werden kann. Der Stadtrat setzt ein politisches Zeichen, indem er diesen Hemmschuh abstreift und ermöglicht, die Stadien so schnell wie möglich dem Sport zu übergeben. Voraussetzung ist natürlich die Annahme durch das Stimmvolk. Die Zustimmung unterstreicht den Willen diese Stadien zu realisieren und ich bin überzeugt, dass durch diese Teiländerung niemandem Nachteile entstehen. Deshalb gibt es keine andere Möglichkeit als für die Teiländerung zu stimmen.

**Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne:** Ce rapport apporte deux questions:

- La démarche est-elle recevable?
- Quelles conséquences peuvent-elles résulter de cette modification partielle?

En ce qui concerne la recevabilité, le Groupe des Verts trouve dérangeant, qu'à peine deux ans après la modification de la réglementation fondamentale, celle-ci soit à nouveau sujette à des changements, tant par rapport à la population biennoise, qui a soutenu ce projet, qu'envers le Canton, qui avait approuvé la modification. Le projet des "Stades de Bienne" est complexe. Pourquoi cette modification partielle? HRS (Hauser Rutishauser Suter S.A.) demande cette modification en argumentant sur le fait que la crise ne lui permet pas de trouver des locataires pour des surfaces si étendues. Il est nécessaire de diminuer des surfaces de location. Il s'agit d'accepter une chose importante: le commerce de détail alimentaire doit pouvoir s'y installer! Le projet initial prévoyait explicitement qu'il n'y aurait pas de commerces de détail alimentaire, afin de limiter le trafic et d'éviter la concurrence. Cette crise économique va peut-être durer deux à trois ans mais les Stades de Bienne seront là pour 50 ans et plus. Pouvons-nous réfléchir à plus long terme?

Ce projet est un projet PPP (partenariat public-privé). Selon le Groupe des Verts, les notions de public et de partenariat se sont diluées dans celles de privé. Où fixons-nous les limites, au-delà desquelles nous n'irons pas, afin de faire respecter les impératifs des besoins publics et la parole donnée aux citoyennes et citoyens biennois? Beaucoup de personnes ont les yeux fixés sur ce projet PPP. La fermeté ou la mollesse, dont nous faisons preuve, sont des signaux importants pour d'autres projets, ici et ailleurs. Je dois vous dire que le Groupe des Verts est très divisé sur ce point et la majorité des membres va s'abstenir.

Ensuite, il s'agit de mesurer les conséquences de cette modification partielle et ce qu'elle va entraîner. Une grande surface alimentaire ainsi que des restaurants vont entraîner une concurrence accrue sur les commerces en ville, cela est certain. Ce fait est banalisé par le Conseil municipal. La politique d'installer des grandes surfaces à l'extérieur des centres urbains a montré qu'elle a pour conséquence, de vider les villes de ses commerces, de leur vie et de leur animation. D'ailleurs, aujourd'hui, beaucoup de grandes surfaces se réimplantent avec des petites surfaces commerciales dans les quartiers et renoncent à investir dans des mégapoles alimentaires. Cela risque aussi d'arriver à Bienne. Enfin, une grande Migros ou une

Coop va avoir pour conséquence un afflux de clients, qui viendront avec en voiture faire leurs achats. Cela aura des conséquences sur le trafic et les nuisances qui y sont liées. Il ne faut pas croire, que le trafic ne va pas augmenter. Il avait été décidé, de ne pas implanter de grands commerces de détail alimentaire.

Le Groupe des Verts ne veut pas dramatiser cette situation, mais exprime de plus en plus son scepticisme face à ce projet PPP. Il ne s'agit pas de remettre en question la nécessité des Stades de Bienne, mais la forme et la dynamique que cette situation prend. Pour cette raison, la majorité du Groupe des Verts va s'abstenir lors du vote. Merci.

**Grivel Pierre-Yves, au nom du Groupe Forum:** La politique d'information doit être encore améliorée. Il s'agit de faire une politique plus intense, plus ciblée, afin de pousser ce projet encore une fois devant la population, pour que le projet soit accepté. Il le faut car ce projet est d'un intérêt général. La population ainsi que les clubs sportifs ont un sentiment d'insécurité, car ils manquent d'informations. Ils sont impatients et c'est normal. Si vous regardez Belena (tunnelier), vous avez dû attendre de voir Belena devant le rocher. Une fois qu'elle était là, elle a commencé à creuser le rocher, on a vu quelque chose vivre. C'est la même chose avec les Stades de Bienne. La modification proposée va dans ce sens-là. Ce projet avance et il faut le réaliser. On ne peut pas s'arrêter, on ne peut pas penser autrement. Il faut penser positivement, tout le monde, tous les politiciens devraient le faire, toute la population aussi. Ce projet, toute une région l'attend, nous l'avons déjà dit. Je ne peux pas m'imaginer une seconde d'arrêter de rêver ou de penser négativement, ce n'est pas possible! Je ne peux pas vivre un échec, ici, avec un parlement biennois et une population biennoise par rapport à ce projet. Nous devons gagner ce projet et gagner la confiance de notre population. Je suis persuadé que la population va suivre au mois de mars, comme elle l'a fait avant ce projet. Interrompre, abandonner, supprimer, réduire, non, ce sont des expressions que je ne peux pas entendre. Je vous demande, au nom du Groupe Forum, de la population, des politiciens, de soutenir cette modification partielle du règlement de base, afin que l'on avance et que ce projet soit accepté! Merci.

**Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP:** Die Fraktion Grünliberale unterstützt diese Teiländerung vollumfänglich. Im letzten Jahr ergab sich aus wirtschaftlichen Gründen eine absolute Notwendigkeit für dieses Projekt. Stadien sind ausserdem eine grosse Investition in die Zukunft unserer Jugend. Leider hat der Gemeinderat letztes Jahr nicht reagiert und auch keinen Plan B ausgearbeitet. Wenn schon eine wirtschaftliche Notwendigkeit gegeben und absehbar ist, dass das Projekt gewisse Probleme mit sich bringt, sollte auch ein Plan B ins Auge gefasst werden. Die aufgelisteten Renovationskosten sind nicht verbindlich. Es ist nicht sicher, ob diese Schätzungen stimmen. Es braucht mehr Zeit, in diesem Bereich eine gute Schätzung vorzunehmen. Trotzdem unterstützt die Fraktion Grünliberale diese Teiländerung und hofft, dass HRS (Hauser Rutishauser Suter AG) die Stadien baut.

**Grünenwald Samuel, UDF:** Monsieur Köhli vient de dire que l'entreprise HRS va réaliser ce projet. Cependant, HRS a toujours le moyen de se retirer. Il est absolument nécessaire de créer les Stades de Bienne. Nous en avons besoin car les bâtiments et infrastructures actuels sont dans un état déplorable. Personnellement, je partage un grand scepticisme sur ce dossier. Je suis pratiquement d'accord avec tous

les points énumérés par Madame Magnin. En plus, nous l'avons entendu, de la part de la Commission PPP, le ping-pong entre le Conseil municipal et la Commission PPP est aussi très déplaisant. J'ai de la peine à comprendre le manque de communication, entre le Conseil municipal et la Commission PPP. Où est l'erreur? Ce n'est pas à moi de la chercher. Je ne suis ni membre du Conseil municipal, ni de la Commission PPP. J'ai eu de la peine à m'exprimer à ce sujet au sein du Groupe Forum. J'ai pris la décision, dans tous les cas, de m'abstenir de voter concernant ce dossier.

**Bösch Andreas, Grüne Biel:** Als das PPP Projekt lanciert wurde, hatte ich grosse Bedenken, dass nur in Richtung neuer Stadien projektiert und nur auf die Karte PPP gesetzt würde. Was, wenn sich kein geeigneter Partner findet? Was, wenn die hochgesteckten Ziele der Mantelnutzung nicht realisiert werden können? Dann steht die Stadt mit leeren Händen da. Dies waren damals meine Überlegungen.

Das Stadien-Projekt mit einer Finanzierung über Public Private Partnership (PPP) wurde gutgeheissen und von da an gingen die Überlegungen mehr in Richtung Ausgestaltung und Mantelnutzung der Gebäudehülle. Die Stadien befinden sich ja auf der grünen Wiese und allgemein ist die Ansiedlung von Geschäften weitab des Zentrums etwas Heikles für eine Stadt. Es gibt in der näheren Umgebung der Stadien zwar bereits bestehende Geschäfte. Es macht aber Sinn, grosse Fachmärkte ausserhalb des Stadtzentrums anzusiedeln. Riesige Verkaufsflächen sind in der Innenstadt schwer zu realisieren und teuer. Sollen zum Beispiel Badewannen ausgestellt werden, braucht dies natürlich mehr Ausstellungsfläche pro Kunde als dies bei Lebensmitteln der Fall ist. Grosse Ladenflächen und ohne Lebensmittel waren also die Bedingungen für die Mantelnutzung. Dies ist dem Stadtrat bekannt und er hat diesen Bedingungen zugestimmt.

Nun scheinen die Ziele zu hoch gesteckt. Die Mantelnutzung lässt sich nicht wie beabsichtigt realisieren, es finden sich keine Mieter. Die Wirtschaftskrise ist ein Grund hierfür. Ich bin aber nicht sicher, ob beim Konsumverhalten ein grosser Einbruch festgestellt werden kann. Frau Magnin sagte es schon: diese Stadien werden für die nächsten vierzig Jahre gebaut. Wenn eine mittelfristige Bedürfnisveränderung ein Problem darstellt, dann ist vielleicht das angestrebte Projekt nicht ganz stimmig. PPP bedeutet jetzt fast "Private Pressure on the Public"! Die Öffentlichkeit muss fast zustimmen und die Regeln der Partnerschaft ändern, sonst droht ein Scherbenhaufen. Alle, die gegen die Stadien sind, sind Gegner des Sports, Gegner der wirtschaftlichen Entwicklung, Gegner der Zukunft unserer Stadt und Gegner des Turnfests. Aber auch wenn diese Änderungen jetzt vorgenommen werden, sind die Stadien noch nicht sicher gebaut. Der Stadtrat soll akzeptieren, dass ausserhalb im Grünen Geschäfte entstehen in einer Grösse und mit einem Profil, wie sie sich ebenso gut in der Innenstadt realisieren liessen. Lebensmittelmärkte und Gastronomie, das ist genau das, was der Stadtrat nicht im Bözingenfeld West wollte. Machen wir uns nichts vor: die neuen Ladenflächen im Stadion werden die Innenstadtdeschäfte direkt konkurrenzieren! Es werden Läden kommen, welche mehr Leute anziehen werden. Zwar wird die Fläche kleiner, die Dichte aber wird grösser. Nun werden Geschäfte mit einem anderen Profil geworben, Geschäfte, welche der Stadtrat nicht im Bözingenfeld West haben will. Er will diese Geschäfte in der Innenstadt und genau dort werden sie sich dadurch weniger ansiedeln. Die Leute werden wohl zu den Stadien strömen. Wer will schon volle Taschen mit Bus und

Tram nach Hause schleppen? Wohl die wenigsten. Die meisten werden mit dem Auto zu den Stadien fahren und dort Dinge kaufen, die sie genauso gut in der Innenstadt hätten kaufen können. Dem kann ich nicht zustimmen.

**Arnold Marc, SP:** Dieser Fall zeigt die Unzulänglichkeit einer Finanzierung mittels PPP, was das Negative an diesem Projekt ist. Wäre das Ganze anders aufgelegt worden, eben nicht als PPP-Projekt, kämen die internationalen Standards im Auftragswesen zum Zug. Dies würde bedeuten, dass ein Ausstieg einer Firma nicht mehr möglich wäre. Im internationalen Standard heisst ein Ausstieg für einen Auftragnehmer Totalverlust. Es ist üblich, dass der Auftragnehmer eine Bürgschaft über die ganze Summe leisten muss, bevor er den Auftrag erhält. Kann er das Projekt nicht ausführen, hat der Auftraggeber Zugriff auf die ganze Summe und er kann einen anderen Partner suchen, der das Projekt für dieses Geld umsetzt.

Die CHF 5 Mio., welche die Totalunternehmung - würde sie sich aus dem Projekt zurückziehen - der Stadt zahlen müsste, wurden in der Zeitung als Konventionalstrafe behandelt. Das ist völlig lächerlich. Eine Konventionalstrafe kommt zum Zug, wenn ein Termin nicht eingehalten werden kann. Dadurch entstehen natürlich Kosten für Einnahmeverluste und für Aufwendungen. Es entstehen Kosten, indem beispielsweise andere Lokalitäten für Sportvereine gesucht werden müssten, mit welchen bereits Mietverträge abgeschlossen wurden. All diese Kosten trägt der Auftragnehmer. Dazu kommt, dass eine solche Konventionalstrafe üblicherweise zwischen 10-30% der gesamten Bausumme beträgt. Mir sind Projekte bekannt, in welchen die Konventionalstrafe 300% der Bausumme betrug, dies allerdings in Asien oder Amerika.

Für mich ist das eine schwierige Situation. Da ich Mitglied der Sportkommission bin, unterstützte ich natürlich den Bau von Sportstadien. Aber bereits als es darum ging, die PPP-Kommission zusammenzustellen machte ich darauf aufmerksam, welche Fähigkeiten in der PPP-Kommission personell nötig sind. Es ist bitter, nun erkennen zu müssen, dass die Kommission, welche die GPK ersetzt, ihre Arbeit nicht wahrnehmen konnte. Scheinbar wurden die Verträge gar nicht angeschaut und der Stadtrat konnte nicht frühzeitig gewarnt werden.

**Kaufmann Stefan, PPP Kommission:** Ich möchte etwas berichtigen, das vielleicht falsch verstanden wurde. Die Informationen, welche die Kommission in den beiden Sitzungen erhalten hat, an welchen es um die Migros Aare und die Projektänderungen durch HRS ging, waren vollständig. Hier kann die Kommission dem Gemeinderat keine Vorwürfe machen. Sie hat aber ein ungutes Gefühl bei dem, was der Stadtpräsident vorhin erwähnt hat. Im Hintergrund läuft enorm viel, von welchem die Kommission keine Kenntnis hat. Das ist die Frage, welche mit dem Gemeinderat ausdiskutiert werden muss. Es ist aber nicht so, dass die Informationen des Gemeinderats unvollständig oder verwirrend gewesen wären.

Alles, was wir vorhin gehört haben, geht aber genau in die erwähnte Richtung. Personen, die dem Projekt von Anfang an kritisch gegenüberstanden, haben nun Aufwind. Das ist schade. Der Stadtrat kann sich davon überzeugen lassen, dass es keine valablen Alternativen gibt. Die Stadt ist nicht in der Lage, die Stadien selber zu bauen. Es ist ganz einfach. Das Fussballstadion kann nochmals saniert werden, die Stadt kann für zehn Jahre nochmals gewisse Pflichten erfüllen, welche dem FC Biel

auferlegt sind; beim Eisstadion kann vielleicht abgewendet werden, dass das Dach total zusammenfällt, was aber nochmals etwa CHF 10 Mio. kosten würde. Die Stadt verfügt aber über keine finanziellen Mittel für neue Stadien. Die Finanzierung mittels PPP ist die einzige Möglichkeit, wie ein solches Projekt finanziert werden kann und es ist die einzige Möglichkeit, wie Biel zu solchen Stadien kommen kann. Bedenkt man, wieviel Geld die Stadt bis jetzt schon ausgegeben hatte, wenn sie selber gebaut hätte, dann ist die Finanzierung mittels PPP auf jeden Fall eine gute Sache. Dieses Geld gibt nämlich zurzeit HRS aus...

**Calegari Patrick, SVP:** Diese Teiländerung muss angenommen werden. Zum Glück kann sie heute diskutiert werden. Über den Rest braucht der Stadtrat nicht mehr zu sprechen, die Stadien hat er bereits vor zwei Jahren klar befürwortet. 75% der Bevölkerung haben ja dazu gesagt. Heute wird die Teiländerung diskutiert. Diese ist wichtig und ihr muss zugestimmt werden. Heute kann noch agiert und vielleicht ein Desaster vermieden werden. Ich will diese Stadien und bin sicher, in diesem Saal wollen sie alle. Herr Grivel sagte es vorhin sehr gut: die SportlerInnen brauchen die Stadien, die Wirtschaft wird durch sie angekurbelt, die Jugend will sie, alle wollen diese Stadien. Heute Abend muss der Stadtrat klar für die Stadien einstehen.

Punkto Verkehr verstehe ich nichts mehr: Im Stadtzentrum ist der Verkehr ja auch nicht erwünscht. Schikanen werden kreiert und den KonsumentInnen wird signalisiert, nicht mit dem Auto in die Stadt zu fahren. Es gibt Einbahnstrassen, das Manorparking kann nicht direkt angefahren werden. Klar möchte ich auch, dass die Bevölkerung in der Stadt einkaufen kann. Aber im Moment sage ich, dass wenn in den Stades de Bienne oder im Bözingenmoos Einkaufsmöglichkeiten geschaffen werden, die KonsumentInnen selber entscheiden sollen, wo sie hingehen wollen. Es bestehen verschiedene Möglichkeiten: sie fahren in die Innenstadt, fahren herum bis irgendwo ein Parkplatz frei ist oder sie fahren ins Bözingenmoos einkaufen. Das Verkehrsargument ist heute nicht mehr stichhaltig. Diejenigen, die heute sagen, das Verkehrsaufkommen im Bözingenmoos soll reduziert werden, sind dieselben, die in der Innenstadt keinen Verkehr wollen. Verkehr ist unumgänglich, denn ohne Auto kommen die Jurassier nicht nach Biel.

Etwas ist mir wichtig zu erwähnen: Das Volk ist unsicher. Es erwartet von uns ParlamentarierInnen ein klares Signal, hinter welchem alle stehen können. Es geht nicht an, dass wieder die Hälfte sagt: "Ich weiss nicht, ich enthalte mich der Stimme." Der Stadtrat ist nicht da, um sich zu enthalten, er ist da, um ein klares Signal zu senden. Entweder will er die Stadien oder er will sie nicht. Die Möglichkeit, sich zu enthalten, sollte von mir aus gesehen abgeschafft werden. Entweder man ist dafür oder dagegen.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Ich danke allen, die sich positiv zum Geschäft geäußert haben. Namentlich danke ich dem Sprecher der PPP-Kommission. Er sagte alles, was bereits in der Botschaft steht. Er erwähnte auch, dass es sich um die Änderung eines Details handelt. Dies stimmt. Von 30'000 m<sup>2</sup> Gesamtfläche sollen 1'500 m<sup>2</sup> für Lebensmittel zugänglich gemacht werden. Deshalb war auch die Planbeständigkeit kein Gefahrenmoment. Sowohl am Äussern der Stadien als auch bei der sportlichen Infrastruktur ändert sich nichts. Nur ein Teil der Nutzung wird geändert.

Das Geschäft muss vom Stadtrat und vom Volk abgeseget werden, weil die Nutzung für Lebensmittel in der ersten ZPP-Regelung (Zonen mit Planungspflicht) unumstösslich ausgeschlossen wurde. Die neue Nutzung, welche auch den Verkauf von Lebensmitteln zulassen will, muss den Bürgern bekannt gemacht werden. Bei einer normalen ZPP, in welcher die Nutzung offen gelassen worden wäre, bräuchte es gar keine Volksabstimmung. Deshalb handelt es sich wirklich um ein Detail. Die Gründe, die dazu führen, sind wirtschaftlicher Natur. Dazu wird sicher der Stadtpräsident noch etwas sagen. Die Situation hat sich seit Beginn des PPP-Projektes geändert. Gewisse Banken und Autofirmen existieren nicht mehr. Wirtschaftliche Gründe haben HRS (Hauser Rutishauser Suter AG) dazu bewogen, auch den Verkauf von Lebensmitteln zuzulassen.

Die Kommission stellte zu Recht die Frage nach dem Verkehrsaufkommen. Dies könnte der grösste "Killer" für dieses Geschäft sein. Ich kann aber Entwarnung geben. Das Projekt wird nämlich ökologisch sinnvoller. Wenn die Verkaufsfläche um 30% reduziert wird, ergibt dies nach Berechnungen des Gemeinderats eine Reduktion von fast 1'000 Fahrten pro Tag. Die Verkaufsfläche würde ja hauptsächlich im Bereich der Trainingsfelder reduziert. Hinzu kommt, dass beim Eisstadion eine Etage weniger tief gebaut werden muss. Dadurch wird das Grundwasser weniger belastet. Das neue Projekt ist also sogar ökologisch sinnvoller und es kann Entwarnung gegeben werden.

Frau Magnin und Herr Bösch hatten Bedenken wegen der Konkurrenzierung der Innenstadt. Dies wurde im gemeinderätlichen PPP-Ausschuss vertieft diskutiert. Der Kontakt zu den Geschäften in der Innenstadt wie auch zum City-Leist wurde gesucht. Bekanntlich haben diese Kreise keine Einsprache eingereicht und sich auch im Mitwirkungsverfahren nicht geäussert. Sie fühlen sich durch diese Änderung also nicht konkurrenziert. Der Riegel wird dadurch geschoben, dass eine Mindestladenfläche von 1'250 m<sup>2</sup> verlangt wird. Dies ist kein kleines "Lädeli". Dies ist etwa die Grösse einer Etage im Manor. Es gibt also keine "Mall" (Einkaufszentrum), welche die Innenstadt konkurrenzieren könnte. Ihre Bedenken würden zutreffen, wenn von Neuenburg gesprochen würde. Dort wurde der Innenstadt ein Stadion vor die Nase gesetzt, was zu Problemen führte. Dies ist aber in Biel nicht der Fall. In Bözingen gibt es kein Shoppingcenter und die Distanz zur Innenstadt ist wesentlich grösser.

Ich komme nochmals zurück auf die Fahrtenberechnungen: Im Bewilligungsverfahren wurde die Auflage gemacht, dass ein Controlling eingeführt wird. Dieses muss stark sein und nicht nur ein Lippenbekenntnis (Muri lässt grüssen...). Vielleicht haben Sie davon gehört, dass dort in einen grossen Fachmarkt weitere Märkte integriert wurden. Als dadurch die Fahrten überschritten wurden, liess das Bauinspektorat die zusätzlichen Läden schliessen. Das Fahrtencontrolling soll also dafür sorgen, dass die bewilligte Anzahl Fahrten eingehalten wird. Es wurden auch gute Kontrollmechanismen vorgesehen.

Wie gesagt, von der Planbeständigkeit her gibt es keine Probleme. Deshalb konnte das AGR (Amt für Gemeinden und Raumordnung) dieser Teiländerung ohne weiteres zustimmen. Die täglichen Fahrten werden abnehmen, das Projekt wird ökologischer. Von der Innenstadt wurden keine Einsprachen erhoben, sie wird also nicht konkurrenziert.

Herr Köhli stellte die Frage, weshalb in der Schublade nicht bereits ein Plan B liege. Ich glaube, dies wäre ein falsches Zeichen. Die Erarbeitung eines solchen Planes wäre mit erheblichen Kosten verbunden. Die Renovation der alten Stadien, falls sie überhaupt möglich wäre, hätte Projektierungskosten von mehreren CHF 100'000.- verursacht. Es wäre kaum sinnvoll, dieses Geld jetzt schon für Projektierungen auszugeben, die sich dann als gar nicht notwendig erweisen. Politisch wäre es ein völlig falsches Zeichen, jetzt schon einen Plan B auszuarbeiten. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass HRS mit dieser Teiländerung die notwendigen Mantelnutzer findet.

Das Prozedere ist wie folgt: Gehen keine Einsprachen ein und stimmt die Bevölkerung der Teiländerung zu, wird das AGR dieses Geschäft genehmigen können. Was die Baubewilligung anbelangt, geht der Gemeinderat davon aus, dass sie für das Basisprojekt A demnächst erteilt wird. Die Zeichen stehen klar auf grün. Ich danke für die Zustimmung.

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Manches hat sich in den letzten zwei Jahren nicht verändert, anderes erheblich. Nicht verändert hat sich die Tatsache, dass die Stadt nicht in der Lage ist, neue Fussballstadien, Curling- und Eishallen oder Fussballfelder ohne Hilfe Dritter zu finanzieren. Ein neues Fussball- oder Eisstadion kostet ungefähr CHF 50 bis 70 Mio. Sie haben die Investitionsplanung noch im Kopf: Biel ist nicht in der Lage, so viel Geld selber aufzubringen. Auch in Bern musste die Stadt keinen Rappen für ihre Stadien bezahlen. Nicht verändert hat sich auch die Tatsache, dass die Stadien in Biel erneuert werden müssen. Das Fussball- wie auch das Eisstadion haben Probleme mit den Konzessionen der entsprechenden Verbände. Herr Köhli, es wurden Berechnungen für die Renovation der Stadien gemacht. Diese Schätzungen ergeben, bei einer Abweichung von +/- 25%, dass zwischen CHF 15 und 20 Mio. investiert werden müssten, wenn der Betrieb der bestehenden Stadien aufrecht erhalten werden soll. Auch diese Gelder sind in der Investitionsplanung nicht vorgesehen. Wenn der Stadtrat nach einem Plan B ruft, bedeutet dies, dass andere Projekte, welche in der Investitionsplanung vorgesehen sind, nicht realisiert werden könnten. Somit ist die Ausgangssituation geklärt.

Nicht verändert haben sich auch die finanziellen Abgeltungen für das Baurecht, dies trotz der Reduktion der Nutzfläche und der Verkaufsfläche. Dies ist sehr erfreulich. Um dieses Ziel zu erreichen, mussten härteste Verhandlungen geführt werden. Es ist verständlich, dass die Bauherrschaft für weniger Nutzfläche auch weniger Abgeltungen leisten will. Trotzdem ist es dem Gemeinderat gelungen, für die Abgabe im Baurecht die gleichen Abgeltungen zu erhalten, wie bei der maximalen Variante, welche heute noch gültig ist. Nicht verändert hat sich auch die Tatsache, dass mit dem PPP-Projekt zwischen 35'000 und 50'000 m<sup>2</sup> Land doppelt genutzt werden kann. Das heisst, diejenigen, welche mit dem Land haushälterisch umgehen möchten, müssen berücksichtigen, dass mit der Mantelnutzung in den Stadien doppelte Nutzungen kreierte werden können. Dadurch kann die Finanzierung der Stadien sichergestellt werden. Wenn die gleichen Nutzungen auf verschiedenen Grundstücken geplant werden müssten, würde dies zusätzlich wertvolles Land im Bözingenfeld beanspruchen. Nicht verändert hat sich das Gesamtprojekt, auch was die Stadt angeht. Die Sportinfrastruktur wurde kein Jota verändert. Nach wie vor ist es das gleiche Projekt wie vor zwei Jahren. Nicht verändert hat sich ferner das Bedürfnis nach Erneuerung. Wenn ich an einen Eishockey-Match gehe, werde ich mehr auf die



neuen Stadien angesprochen als auf die Leistungen des EHC Biel. Dies bedeutet, dass die Notwendigkeit, diese Infrastrukturen zu verändern, von niemandem in Frage gestellt wird. Dies gilt übrigens auch für den Fussballbereich.

Dramatisch verändert hat sich aber die Situation in der Wirtschaft. Wer das nicht sieht, dem werfe ich Blindheit vor. Die Migros publizierte vor ein paar Tagen ihre Zahlen. Zum ersten Mal in ihrer Geschichte verzeichnet sie ein Minus bei den Umsatzzahlen. Zum ersten Mal hat auch der grosse gelbe Riese (die Post) weniger Umsatz erzielt als im Vorjahr, obschon Akquisitionen getätigt wurden. Die Swatch-Group gab gestern Morgen ihre Zahlen bekannt. Obschon diese hervorragend sind, muss leider auch dort festgestellt werden, dass die Swatch-Group nicht zulegen konnte. Ich könnte meine Liste ellenlang erweitern. Es hat also eine Veränderung stattgefunden, insbesondere im Konsumbereich.

Ebenfalls verändert hat sich die Tatsache, dass die Investitionen in diesen Markt Bereichen massiv zurückgegangen sind. Die Konkurrenz wurde grösser. Dadurch ergibt sich folgendes Problem, welches zur Kenntnis genommen werden muss: In Biel wurden den Interessenten die einschränkendsten Bedingungen gesetzt, welche in der Schweiz je gesetzt wurden. Kein anderes Projekt in der Schweiz sieht derart strenge und einschränkende Bedingungen vor. Warum? Weil in Biel die Innenstadt nicht konkurrenziert werden soll. HRS (Hauser Rutishauser Suter AG) akzeptierte diese Bedingungen, das stimmt. Nun musste aber festgestellt werden, dass zum jetzigen Zeitpunkt die nötige Resonanz für die Vermietung der Flächen nicht vorhanden ist. Andere grosse Projekte wurden bereits gestrichen, zum Beispiel in Fribourg, aber auch an anderen Orten. Zudem sind im Moment in mehreren grossen Städten solche Projekte in Arbeit, nämlich in Luzern, Thun und Aarau. Diese Städte machen keine derart einschränkende Bedingungen. Das bedeutet, dass sich die Interessenten vor allem dort finden lassen, wo es keine solchen Beschränkungen gibt. Das ist völlig logisch. Mit dieser Situation sah sich HRS konfrontiert.

Der Gemeinderat hat sich gesagt, es gibt keinen Plan B, denn dieser würde gewaltige Veränderungen der Zielsetzungen mit sich bringen. Er möchte nach wie vor die Voraussetzungen schaffen, um den sportlichen Infrastrukturen ein neues, modernes Gesicht zu verleihen. Was bleibt da anderes übrig, als dem Stadtrat und dem Volk diese recht bescheidenen Veränderungen vorzulegen? Ich möchte mich in diesem Punkt den Aussagen des Baudirektors anschliessen. Die neuen Bedingungen wären wahrscheinlich bereits in der ersten Vorlage problemlos akzeptiert worden. Ich bin sehr froh, dass keine Einsprachen eingegangen sind, und dass auch die Innenstadt gegenüber dem Projekt keine Bedenken geäussert hat. Wenn Sie sich daran erinnern, was in Thun oder Aarau passiert ist, ist dies nicht selbstverständlich. Der Baudirektor sagte es: die Mindestgrösse eines Geschäfts bewegt sich immer noch in der Grössenordnung eines Stockwerks des Manors. Im Erdgeschoss des Manors sind sehr viele kleinere Geschäfte untergebracht. Es wird also immer noch Fachmarktgrösse verlangt.

Auch die Fachmärkte haben sich verkleinert. Wegen der Krise mussten die Fachmärkte ihre Fläche insgesamt optimieren. Entsprechend planen sie nicht mehr so grosszügig und formulieren ihre Pflichtenhefte nicht mehr, wie vor der Krise üblich. Diese Reduktion der Fachmarktflächen bedeutet nicht, dass eine "Mall" mit kleinen Boutiquen entstehen wird. Es bedeutet vielmehr, dass Unternehmungen angesiedelt

werden können, welche optimieren müssen. Natürlich hofft der Gemeinderat, dass das Regierungsstatthalteramt die Baubewilligung möglichst bald erteilen wird. Stadtrat Suter (Daniel Suter ist Jurist) könnte uns da wohl Auskunft geben, wenn er dies dürfte. Gemäss dem Gemeinderat vorliegenden Informationen, sollte der Baubewilligung aber nichts mehr im Weg stehen. Es ist nur noch eine Einsprache offen, alle anderen konnten erledigt werden. Dies ist sehr erfreulich. Im Vergleich mit anderen Städten kann Biel sehr zufrieden sein. Die Bemühungen und Aktivitäten der Firma HRS wurden der PPP-Kommission schriftlich dargelegt. Die Firma HRS liess mir mitteilen, dass pro Bereich mit zwei bis drei Interessenten ernsthafte Gespräche geführt würden. Diese Bereiche sind Haushalt, Unterhaltungselektronik, Schuhe, Mode, Sport, Möbel und Lebensmittel. Es sieht so aus, dass das Projekt realisiert werden kann, wenn die neuen Bedingungen akzeptiert werden. Ich bin der Meinung, es sei die Aufgabe des Parlaments, die Voraussetzungen zu schaffen, damit das Volk nochmals über das Projekt abstimmen kann. Der Ball soll der Firma HRS zugespielt werden, damit sie zeigen kann, dass das Projekt tatsächlich realisiert werden kann. Herr Arnold, CHF 7 Mio. entsprechen in etwa 10% der Bausumme. Ich möchte darauf hinweisen, dass die Auslagen der Stadt bisher sehr bescheiden waren. Der Sprecher der PPP-Kommission sagte es: wenn Biel keine PPP-Finanzierung erwogen und von Anfang an alles selber gemacht hätte, wären bis jetzt allein für die Planung und Projektierung bereits über CHF 10 Mio ausgegeben worden! Sie können sich so vorstellen, wieviel Geld bis jetzt in die Hand genommen werden musste, um das Projekt nur in die jetzige Phase bringen zu können.

Es gibt folgende Abmachung: wenn der Stadtrat heute Abend ja sagt und auch das Volk zustimmt, dann wird die Firma HRS bis Mitte März die neuen Pläne beim Regierungsstatthalteramt einreichen, Die Publikation sollte bald erfolgen. Im Mai oder Juni sollte klar sein, ob Einsprachen gegen das neue Projekt eingereicht werden. Wenn die abgeänderte Baubewilligung in den nächsten Monaten ausgesprochen wird, sollte einem Baubeginn Anfang November nichts im Weg stehen. Heute hat der Stadtrat die Chance, der Firma HRS entgegenzukommen, damit sie das Projekt besser und schneller realisieren kann. Die "Stades de Bienne" könnten so im November 2012 eingeweiht werden.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous passons au vote le chiffre I. du projet d'arrêté. Sur la version alémanique, il y a une modification rédactionnelle au point 1: "*Die **Teiländerung** der Teilgrundordnung*" à la place de "*Die Teilordnung der Teilgrundordnung*"

## **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 11 décembre 2009 concernant la modification de la réglementation fondamentale partielle "Champs-de-Boujean Ouest" dans le secteur des "Stades de Bienne", s'appuyant sur l'article 40, alinéa 1, chiffre 1, lettre a du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête par 47 OUI contre 2 NON et 5 abstentions:**

- I. Il est recommandé aux ayants droit au vote biennois d'approuver le projet d'arrêté suivant:

Vu le message du Conseil de ville du 21 janvier 2010, et s'appuyant sur l'article 12, chiffre 3, lettre b du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), la Commune municipale de Bienne **arrête**:

1. La modification partielle de la réglementation fondamentale partielle "Champs-de-Boujean Ouest" dans le secteur des "Stades de Bienne" est approuvée.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté et de demander l'approbation à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire du Canton de Berne.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous passons maintenant au chiffre II du projet d'arrêté (message du Conseil de ville aux ayants droit au vote biennois). Nous avons différentes propositions de modifications rédactionnelles.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Neben der Änderung, welche auf den Tischen aufliegt, unterlief der Baudirektion in der Botschaft ein dummer Schreibfehler: Ein Passus ist falsch. Es wird gesagt, Gastwirtschaftsbetriebe seien im Sinn von Kategorie 9 zulässig. Das ist falsch, es müsste Kategorie 8 sein. Dieser Fehler kommt zwei Mal vor, und zwar im deutschen Text auf Seite 3 und auf Seite 4. Kategorie 8 betrifft Sportaktivitäten, Kategorie 9 wäre komplett falsch. Deshalb sollte in der Botschaft Kategorie 9 zweimal mit Kategorie 8 ersetzt werden.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous allons voter la proposition de modification proposée par Monsieur Klopfenstein.

Aux pages 3 et 4, pour la version alémanique et aux pages 4 et 5, pour la version française: "...au sens de la catégorie **8** selon l'art.10 du Règlement de construction..." à la place de "...au sens de la catégorie 9 selon l'art.10 du Règlement de construction..."

## Vote

**La proposition de modification est acceptée.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Vous avez reçu les autres propositions de modifications suivantes sur vos tables, aux pages 2 et 3 du message:

- *"La surface des magasins spécialisés va être réduite (1250 m<sup>2</sup> au minimum au lieu des 2500 m<sup>2</sup> prévus initialement) et une ~~superficie de~~ **surface destinée à la vente de produits alimentaires de maximale de 1500 m<sup>2</sup> au maximum** est admise".*
- *"En contrepartie, les surfaces utiles **de vente seront** ~~sont~~ réduites de quelque 30 pour cent, de sorte que le trafic généré admis (contingent de trajets) ~~ne sera pas~~ **aggravé ne subisse pas d'augmentation**". "Im Gegenzug werden die ~~Nutz~~**Verkaufsflächen** um rund 30 Prozent ~~verkleinert~~ **reduziert**, so dass das zulässige Verkehrsaufkommen (Fahrtenkontingente) nicht ~~verschlechtert~~ **erhöht** wird".*

- **"C'est à Dans ces conditions, et si elle obtient le permis de construire, que la société HRS s'est engagée à réaliser les nouveaux stades jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2012". "Unter diesen Umständen und **sofern sie die Baubewilligungen erhält, hat sich HRS verpflichtet, die neuen Stadien bis 1. November 2012 zu erstellen**".**
- **"...mais si que la société HRS ne construit pas les..."**.
- **"En résumé, l'on peut dire que malgré la période économique difficile actuelle, la présente modification comparativement mineure des possibilités d'affectations commerciales, qui n'occasionne pas de ~~et sans~~ frais supplémentaires pour la Ville de Bienne, permet ~~il sera possible~~ de réaliser le projet sans modifier l'offre sportive"**.
- **"La demande de subvention a été ensuite ~~transmise~~ renvoyée ~~de nouveau~~ à la direction POM pour être retravaillée"**.

Nous allons voter ces propositions de modifications en bloc.

### **Vote**

**Les propositions de modifications sont acceptées.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous votons maintenant le chiffre II du projet d'arrêté.

### **Vote**

- II. Le projet de message aux ayants droit au vote biennois concernant la modification partielle de la réglementation fondamentale partielle "Champs-de-Boujean Ouest" dans le secteur des "Stades de Bienne" est approuvé **avec des modifications**.

## **6. 20090374 Équipement technique des Champs-de-Boujean ouest / Prolongement du chemin de la Scierie**

**Nicati Alain, au nom de la Commission PPP:** Après avoir traité une affaire très complexe, nous arrivons à une affaire assez simple. Il s'agit du prolongement du chemin de la Scierie. La Commission PPP a relevé qu'il s'agissait d'un projet intelligent et efficace. Il est nécessaire pour permettre le déplacement du Club de tennis Biel/Bienne aux Champs-de-Boujean ouest ainsi que l'implantation d'autres entreprises, de construire une nouvelle rue de desserte dans le prolongement du chemin de la Scierie existant, conduites industrielles incluses. Ensuite, le financement est correctement harmonisé entre les investissements à la charge de la Ville et ceux à la charge d'ESB ou du compte des eaux usées. Dans la planification des investissements 2010 - 2014, uniquement le tiers des frais d'investissement était prévu. Attention, à l'époque, ces frais d'investissement ne concernait que l'évacuation

des eaux usées. Maintenant, il s'agit de l'ensemble du projet. Il n'y a donc pas d'erreur comptable dans la planification des investissements.

Il s'agit d'un bon plan de réalisation, qui commence dans deux ou trois semaines et qui sera terminé en juillet, si le rapport est approuvé ce soir. La Commission PPP est convaincue, que c'est un projet bien préparé et bien réalisé. Sur place, Madame Dana Augsburg-Brom s'est intéressée au côté pratique de la chose. La liaison vers l'ouest demeurera ouverte à la mobilité douce. Mais, en cas d'intempéries, les personnes utilisant la mobilité douce s'enfonceront dans la boue, car le chemin ne les supporte pas! Madame Augsburg-Brom est intervenue auprès de la Direction des travaux publics, qui a certifié qu'un "Schwarzbelag" sera posé. La Commission PPP vous recommande d'approuver ce projet.

**Strobel Salome, Fraktion SP:** Die Fraktion SP hat die Planung des Ausbaus Sägefildweg geprüft und ist damit weitgehend einverstanden. Ich möchte beim als "provisorischer Feldweg" beschriebenen Teilstück nachhaken, welches auch die PPP-Kommission erwähnte. Die Fraktion SP möchte sich versichern, dass dieses Teilstück einen Schwarzbelag aufweisen wird. Sie geht dabei davon aus, dass viele Tennisspieler mit dem Bus trainieren gehen und dieses Teilstück zu Fuss begehen oder mit dem Velo befahren. Zudem gehört das Teilstück zur nationalen Veloroute und stellt damit eine Visitenkarte für die Stadt dar. Die Fraktion SP ist irritiert darüber, dass die Kosten für den Ausbau dreimal höher sind als ursprünglich berechnet, und dass die Kosten für den Bau der Gas- und Stromleitungen in der Investitionsplanung nicht enthalten sind. Vielleicht kann der Baudirektor dazu ein paar Erklärungen abgeben.

**Fischer Pascal, Fraktion SVP plus:** Für die Fraktion SVP plus spielt es keine Rolle, ob die Strasse schwarz, blau, grün oder rot wird. Sie unterstützt das Geschäft in jedem Fall. Der im Bericht erwähnte Querschnitt der Strasse von 21 m scheint jedoch etwas breit, wenn in Betracht gezogen wird, dass die Fahrbahnbreite nur 6,5 m beträgt. Die Fraktion SVP plus befürwortet die Erstellung von Parkplätzen. Leider steht nirgends geschrieben, wieviele es sein werden. Dies würde uns interessieren. Das Geschäft ist gut und die Fraktion SVP plus empfiehlt es zur Annahme.

**Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel:** Es wird viel Geld ausgegeben, aber diese Erschliessung ist nötig. Die Fraktion Grüne stimmt diesem Geschäft zu. Es stellt sich eine Frage zum Teilstück zwischen dem bestehenden Sägefildweg und der neuen Erschliessung, welches auf den Plänen als provisorischer Feldweg angegeben ist. Wie sieht der Belag aus? Der Fraktion Grüne ist es wichtig, dass das Projekt so ausgestaltet wird, dass der motorisierte Verkehr von Seiten der Stadt dort nicht durchfahren kann.

Es ist richtig, dass die neue Strasse sehr breit wird, auch wenn für die Autos nur 6,5 m Breite zur Verfügung stehen. Vielleicht hat das auch mit der Priorisierung durch die Stadt zu tun. Diese neue Strasse ist meiner Meinung nach eher für den Langsamverkehr und für FussgängerInnen gedacht. Wie gesagt hat die Fraktion Grüne eine Frage betreffend der Asphaltierung, wobei offenbar ein Schwarzbelag vorgesehen ist. Es ist der Fraktion jedoch wichtig, dass das Teilstück "provisorischer Feldweg" für den Autoverkehr gesperrt wird.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Ich danke für die gute Aufnahme dieses Geschäfts. Hauptsächlich wurden Fragen zum provisorischen Feldweg gestellt. Dieser soll effektiv nicht für den motorisierten Individualverkehr (MIV) zugänglich sein, sondern für den Langsamverkehr. Zuhanden des Protokolls kann ich definitiv mitteilen, dass dieses Teilstück einen Schwarzbelag erhält für Trottinette, Inline-Skates und so weiter. Für den MIV wird es aber gesperrt.

Zu den Kosten: Wie ich immer wieder betone, ist die Investitionsplanung keine exakte Wissenschaft sondern eine ungefähre Kostenschätzung. Es war schon immer der Fall, dass die Kosten in dem Moment steigen, wenn sie effektiv evaluiert werden. Das ist leider so. Wenn es ganz exakt sein soll, müssten bereits für die Investitionsplanung Projektierungskosten erhoben werden, was keinen Sinn macht. Herr Fischer erwähnte, dass die Strasse recht breit werden soll. Dies war ursprünglich nicht vorgesehen. Deshalb wurde das Projekt teurer, als in der Investitionsplanung vorgesehen.

Die Parkplatzfrage kann ich nicht im Detail beantworten. Es ist klar, dass genügend Parkplätze für die Tennisanlage erstellt werden müssen (identisch viele wie am jetzigen Standort). Das sind sicher 30 bis 40 Parkplätze. Nun habe ich alle Fragen beantwortet und ich wäre froh, wenn Sie diesem Geschäft zustimmen könnten.

## **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 27 novembre 2009 concernant l'équipement technique des Champs-de-Boujean Ouest et le prolongement du chemin de la Scierie, et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête:**

1. Le projet d'équipement technique des Champs-de-Boujean Ouest et de prolongement du chemin de la Scierie est approuvé, et un crédit d'engagement correspondant de 2'120'000 fr. est accordé, dont 1'430'000 fr. à la charge du patrimoine administratif, 190'000 fr. à la charge du compte des eaux usées, 96'000 fr. à la charge du compte d'investissements du Département du gaz, 164'000 fr. à la charge du compte d'investissements du Département de l'eau, et 240'000 fr. à la charge du compte d'investissements du Département de l'électricité.
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

## 7. 20090375 Aménagement du Ring

**Rüfenacht Martin, GPK:** Wer auf den Ring zuläuft sieht, dass von der Pflästerung kaum noch etwas übrig ist. Im Gesamten sind vielleicht noch etwa drei gepflästerte Inseln da, der Rest ist Flickwerk. Die Ursache hierfür bilden die Erneuerungen der Werkleitungen vor rund zwei Jahren. Die GPK würdigt folgende Punkte dieses Geschäfts:

1. Die Zusammenarbeit mit der privaten Liegenschaftseigentümerschaft insbesondere aber auch mit dem Altstadtleist war vorbildlich, es wurden gemeinsam Lösungen gesucht und erarbeitet. Dies kann man sowohl dem Bericht als auch aus den Gesprächen mit Betroffenen entnehmen.
2. Die getroffene Lösung wird lange überdauern. Der ganze Platz soll in einem Anlauf neu gepflastert werden, wobei grosse und kleine Pflastersteine gewählt werden. Die kleineren sollen insbesondere bei den Liegenschaften und Schnittstellen verwendet werden, damit weiterhin auch kurzfristige Arbeiten möglich sind.
3. Die Auswahl der Steine erachtet die GPK als glücklich. Es handelt sich um grosse Schweizer Steine und der Platz wird wieder in seinen ursprünglichen Zustand zurückversetzt.
4. Letztlich würdigt die GPK die umfassende Berichterstattung des Gemeinderats. Insgesamt erachtet es die GPK als positiv, dass mit der definitiven Pflästerung zwei Jahre zugewartet wurde, damit sich der Boden noch setzen konnte. In diesem Sinn geht die GPK von einer langlebigen Lösung aus und ist gespannt darauf, wie sich der Platz inskünftig präsentieren wird.

**Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP:** Die Materialwahl der neuen Pflästerung muss auf Verlangen der kantonalen Denkmalpflege geändert werden. Es sollen ebenfalls die grossen Steine, welche in der Obergasse verwendet wurden, verlegt werden. Dies entspricht - zumindest zum Teil - der historischen Pflästerung im Ring und bringt den Platz vielleicht besser zur Geltung. Die Erfahrungen aus der Obergasse zeigen aber, dass die Steine hinsichtlich Begehbarkeit und Nutzung sicher nicht besser sind. Auf der Obergasse kann man verfolgen, dass sich zwischen den Steinen grössere Spalten ausbilden, in welchen man beispielsweise mit einem Rennvelo stecken bleiben und umfallen könnte. Gleiches gilt wohl auch für die Begehbarkeit mit hohen Absätzen. Ich befürchte, dass auf dem Ring die genau gleiche Entwicklung einsetzen wird. Wie die Pflästerung erfolgt, ist eine ästhetische Frage, ich würde es begrüßen, wenn die Pflästerung ringförmig erfolgen könnte, eine Reihenpflästerung ist sicher nicht schöner, als der heutige Zustand. Was die Geschichte anbelangt, so halte ich fest, dass vor vielen Jahren gar keine Pflästerung vorhanden war, vielmehr wurde der Boden nur mit Flusststeinen überdeckt und erst vor rund 150 Jahren, als Biel von der Bahn erschlossen wurde, wurden die vielzitierten Granitpflastersteine von den Alpen nach Biel gebracht. Die genannten historischen Gründe für die grossen Pflastersteine erachte ich daher als nicht zutreffend. Die kleinen, um die Häuser herum verwendeten Pflastersteine, deuten ferner darauf hin, dass sich diese viel besser bearbeiten lassen und genauer setzen lassen als die grossen. Die Pflästerung mit den grossen Steinen wird, sofern sie wie geplant ausgeführt wird, Probleme für die Nutzung des Platzes mit sich bringen. Ich hoffe, dass hier noch Änderungen möglich sind, denn ich finde, es liegt hier kein gutes Geschäft vor. Dass eine Pflästerung notwendig ist, scheint mir klar, aber die gewählten, grossen Steine erachte ich als Ladenbesitzer und Nutzer der Altstadt als ungünstig.

**Hadorn Werner, Fraktion SP:** Die Fraktion SP unterstützt das vorliegende Geschäft, hat aber einige Fragen: Wir haben uns bei Frau Christen (Tiefbauamt) zu gewissen Details erkundigt. Sie hat uns gegenüber erwähnt, dass das Geschäft gut berechnet sei. Der vorgeschlagene Kostenrahmen sollte also realistisch sein. Was unsere Fraktion etwas erstaunt hat, ist die lange Vorbereitungszeit dieses Geschäfts: 2005 wurde mit den Arbeiten begonnen und seither wurde in der Altstadt unablässig gebaut. In Frankreich sind wir uns sicher, hätte man diese Arbeiten innert weniger Monate fertig stellen können, obwohl der Leitungsbau sicher etwas mehr Zeit benötigte. Es ist aber dennoch etwas fragwürdig, dass die Altstadt seit 2005 eine einzige Baustelle ist. Natürlich wird gesagt, dass die Arbeiten wetterabhängig seien, und dass man habe zuwarten müssen, bis sich der Boden gesetzt habe. Letzteres gehe zwei Jahre und schliesslich werde nicht nur der Ring neu gepflästert, sondern die Zufahrtsstrassen müssten ebenfalls neu und könnten nicht gleichzeitig gemacht werden. Dies ist alles verständlich, aber unsere Fraktion findet es dennoch mühsam, wie lange dies gedauert hat. Alleine die Gräben für die Kanalisation sollen insgesamt drei Jahre brauchen, bis sie sich gesetzt hätten... Auf dem Platz auf dem Ring soll ausserdem eine Niveaueinpassung erfolgen, was sicher vernünftig ist. Der Ring selber soll gemäss Auskünften des Tiefbauamts bis diesen Sommer fertig gestellt werden, alle Arbeiten bis Juni zu beenden ist aber illusorisch, da dann auch die Touristen da sein werden. Bis zur Beendigung aller Arbeiten wird es damit aber wohl Oktober oder November werden. Es wird also noch einige Zeit ins Land ziehen, bis alles fertig sein wird. Normalerweise arbeiten drei bis vier Personen auf dieser Baustelle und unsere Fraktion weiss nicht, ob es nicht Sinn machen würde, dort mehr Personen einzusetzen. All dies ist aber offenbar ebenfalls mit dem Altstadtleist abgesprachen. Dies finden wir aber - wie bereits mehrfach erwähnt - eine etwas langwierige Sache und wir haben uns gefragt, ob man diese Arbeiten nicht hätte beschleunigen können. Die Fraktion SP unterstützt aber das vorliegende Geschäft.

**Grupp Christoph, Grüne Biel:** Ich habe nur eine kleine Frage: Ich lese im Bericht, dass von der Kirche zum Platz hin neu drei Tritte aus Granit geschaffen werden sollen. Bedeutet dies, dass die bisherige Möglichkeit zur Materialanlieferung über die Kirchenterrasse, beispielsweise mit einem Lieferwagen, nicht mehr möglich ist? Wohin kommen die drei Stufen genau zu liegen?

**Wiher Max, GLP:** Ich freue mich persönlich sehr auf die neue Pflasterung, denn mir hat der Teerbelag nie gefallen und ich bin froh, dass er nun ersetzt wird. Auf die von Herrn Köhli geäusserten Bedenken hin habe ich selber einen Augenschein in der Obergasse genommen. Ich habe mit Schrecken feststellen müssen, dass die grossen Steine in der Obergasse sehr gefährlich verlegt worden sind. Teilweise hat es dort Spalten, die ein bis zwei Zentimeter überschreiten und in denen jedes Fahrrad stecken bleibt. Die Unfallgefahr ist also hoch, auch für Kinderwagen. Falls nun die Pflasterung im Ring dieselbe ist wie in der Obergasse, so habe ich angesichts der Unfallgefahr sehr grosse Bedenken. Im Vergleich mit den kleinen Steinen schneiden diese deutlich besser ab, denn dort hat es höchstens Spalten von einem halben Zentimeter. Es kann somit nichts passieren. Ich wollte daher den Gemeinderat fragen: Wird die Pflasterung in der Obergasse noch nachgebessert? Können die grossen Pflastersteine im Ring allenfalls näher beieinander verlegt werden? Warum entstehen überhaupt so grosse Spalten zwischen den Steinen in so kurzer Zeit? Dies ist mir unbegreiflich und meiner Ansicht nach könnten auch die grösseren Steine näher zueinander verlegt werden und dann stellten sich keine solchen Probleme.



**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Wie Sie aus meinem Namen ersehen, komme ich aus der Branche. Meine Vorfahren haben sich vor einigen hundert Jahren mit Steinen befasst und haben Steine geklopft - das ist kein Witz! Ich bin also prädestiniert, mich dazu zu äussern. Es ist tatsächlich so, auch wenn es weit, weit zurück liegt... Der Gemeinderat ist froh, endlich die Pflasterung veranlassen zu können. Bisher lag vor allem ein Flickwerk vor. Es ist nun aber einfach die Regel, dass sich der Boden erst zwei Jahre senken muss, bis Pflastersteine gesetzt werden können. Wenn gewisse Kreise sagen, dies könne bereits nach sechs Monaten oder einem Jahr geschehen, so stimmt dies schlicht und einfach nicht. Herr Hadorn hat erwähnt, die ganze Geschichte sei sehr mühsam gewesen. Ich kann Ihnen sagen, dass es auch für die Baudirektion nicht einfach war, denn die ganzen Grabungsarbeiten waren mühsam und komplex. Ich kann Ihnen aber versichern, dass die Baudirektion sehr eng mit dem Altstadtleist und den Gewerbetreibenden zusammen gearbeitet hat. Es wurde in Etappen gearbeitet und beispielsweise während der Fasnacht wurden die Arbeiten unterbrochen, ebenso wie während der Sommerzeit und an den Abenden. Aus diesen Gründen sind aber auch die Arbeiten nicht schnell fortgeschritten. In Frankreich kann alles aufgerissen werden, sie nehmen dort aber wohl weniger Rücksicht. Biel hat aber grosse Rücksicht auf alle Betroffenen genommen und hat dadurch auch etappiert gearbeitet. Die Baudirektion wird auch bei den Folgearbeiten (Pflasterungen u.ä) wiederum Rücksicht nehmen auf die Fasnacht und ähnliches. Es gibt nicht mehr so viele Pflasterungsfirmen in der Schweiz, deshalb können wir nicht die Implenia anrufen und sie bitten, dies innert drei, vier Wochen zu übernehmen. Es geht hier um Handarbeit und deshalb dauert es auch ein wenig länger. Ich kann Ihnen versichern, dass die Arbeiten noch dieses Jahr abgeschlossen werden, vielleicht nicht diesen Sommer, aber sicher im Lauf des Jahres 2010! Danach hat die Altstadt ein für allemal Ruhe. Die Arbeiten mussten aber einmal gemacht werden und sie waren auch ziemlich komplex. Wie gesagt: Das Echo seitens des Altstadtleists war positiv, nicht zuletzt, weil mit ihm eine enge Kooperation stattfand.

Es wurde die Frage aufgeworfen, ob die grossen, rechteckigen Pflastersteine, die sogenannten Guber-Steine, zwingend seien. Für die Baudirektion wäre es auch einfacher gewesen, die kleineren Steine zu verwenden. Diese wären zudem billiger gewesen. Der Denkmalpfleger hat uns aber eindringlich gebeten, die grossen Guber-Steine, ähnlich wie diejenigen in der Obergasse, zu verwenden. Dies macht meines Erachtens für diesen grossen Platz auch Sinn, weshalb die Baudirektion diesen Kredit nun beantragt. Es wurde die Situation in der Obergasse angesprochen: Diese ist mir so nicht bekannt. Es ist mir insbesondere nicht bekannt, dass es viele Unfälle gegeben haben soll. Dass sich die Pflastersteine verschieben, kann daran liegen, dass die Fahrzeuge darüber fahren. Im Ring ist dies aber nicht vorgesehen, es sollen höchstens die VelofahrerInnen den Platz nutzen können. Insofern teile ich diese Befürchtungen nicht, dass das Gleiche passiert wie offenbar in der Obergasse. Falls dort tatsächlich Nachbesserungen notwendig sind, wird die Baudirektion dies selbstverständlich an die Hand nehmen. Heute Abend bitte ich aber den Stadtrat, den Kredit für diesen Guber-Stein zu genehmigen, weil der Denkmalpfleger dies so wünscht. Müsste man auch dies ändern, könnte die Baudirektion wieder von vorne anfangen... Immerhin lässt sich sagen, dass der Guber-Stein ein Schweizer-Stein ist, der auch in der Schweiz produziert wird. Kinderarbeit ist also kein Thema - eine Befürchtung, die auch hin und wieder geäussert wird. Ich habe damit alle Fragen beantwortet. Herr Grupp hat noch die Frage gestellt, ob die drei vorgesehenen Tritte

mit einem Lieferwagen befahren werden können. Die Projektleiterin, Frau Christen, ist sehr flexibel und hat gesunden Menschenverstand (solche gibt es auf der Baudirektion). Sie wird alles daran setzen, dass Rücksicht auf die Bedürfnisse des Gewerbes genommen wird. An der Baudirektion soll es also nicht liegen. Ich bitte den Stadtrat damit, dem Kredit zuzustimmen, damit die Altstadt Ende Jahr endlich zur Ruhe kommt.

**Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP:** Ich bin nicht ganz befriedigt von der Antwort des Baudirektors. Ich finde der Sanierungsbedarf von mehreren zehntausend Franken in der Obergasse ist klar ausgewiesen. Ich könnte dem Geschäft mit einer kleinen Projektänderung zustimmen, nämlich wenn die Steine korrekt verlegt würden, dass nichts passieren kann. Ich glaube nicht, dass nur die Fahrzeuge die Pflasterverschiebungen in der Obergasse verursachen. Meines Erachtens spielt auch das Wasser eine Rolle, welches die Strasse um- und ausspült. Dies ist meines Erachtens das Hauptproblem. Warum soll nicht schon jetzt darauf geachtet werden, dass die Arbeiten korrekt ausgeführt werden? Diesfalls könnte ich mich nämlich auch mit den grossen Pflastersteinen anfreunden, andernfalls werde ich aber das Geschäft ablehnen.

## **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 27 novembre 2009 concernant «Aménagement du Ring», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let a du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Un crédit d'engagement de 600'000 fr. est octroyé pour l'aménagement du Ring.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il peut déléguer cette compétence à la direction responsable de projet.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous allons faire la pause. Je vous donne rendez-vous à 21h00 pour la suite des débats.

**Interruption de la séance: 19h45 - 21h00**

## **8. Heure des questions**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous arrivons à "l'Heure des questions". Vous avez toutes et tous reçus la feuille bleue qui contient la composition des questions posées au Conseil municipal. Sept questions sont parvenues dans le délai imparti au Secrétariat parlementaire. Les questions ont été transmises au Conseil municipal afin de préparer les réponses.

Je vais introduire chaque question en précisant le thème et l'auteur de la question. Je ne vais pas relire les questions puisque tout le monde les a sous les yeux. Ensuite, les réponses seront données par le Conseil municipal et pour terminer, une éventuelle question subsidiaire pourra être posée. Il est bien entendu que la question subsidiaire doit être en relation avec la réponse donnée. Il ne s'agit pas d'une question supplémentaire. Après chaque question, je demanderai à la personne qui l'a posée, si elle est satisfaite de la réponse.

### **Concept pour des espaces verts et des espaces libres**

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Ich werde die Antwort deutlich auf Hochdeutsch vorlesen: "Der 2003 erarbeitete Landschaftsrichtplan wurde vom Gemeinderat verabschiedet und am 5. Januar 2005 vom Amt für Gemeinden und Raumordnung - Klammer - AGR - Klammer geschlossen - genehmigt - Punkt -. Das vorgängig erstellte Inventar berücksichtigt die kantonalen Daten wie Naturschutzobjekte in Wäldern, geschützte geologische und botanische Objekte, bestehende Naturschutzreservate und erratische Blöcke, die unterschiedlichen Landschaftsarten und so weiter - Punkt -. Insgesamt wurden über 60 Objekte hinsichtlich ihres Standortes, ihrer Priorität und des geplanten Unterhaltes inventarisiert und analysiert. Damit wurde der grösste Teil der in Gemeindebesitz befindlichen Grünflächen, die ökologisch vernetzt werden sollen, erfasst, so beispielsweise unter anderen das Mettmoos, die Mühleinsel, der Friedhof, der Stadtpark, die Elfenau und so weiter. Der Richtplan dient damit der Stadtgärtnerei im Hinblick auf eine langfristige Vision bei der Erarbeitung von neuen Projekten oder im Rahmen ihrer Sanierungsarbeiten. Bislang wurde jedoch die Vegetation im öffentlichen Bereich nicht genau erfasst, da hierfür eine elektronische Katasterdatenbank erforderlich ist." Dies zur Antwort.

**Köhli Hans-Ulrich, GLP:** Von mir aus gesehen ist ein Richtplan nicht wirklich ein Grün- und Freiraumkonzept, welches von der Stadtplanung schon lange angekündigt wird. Deshalb ist diese Antwort für mich nicht befriedigend.

### **Statut des hauts fonctionnaires**

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Innerhalb der Probezeit, welche bei der Stadt ein Jahr dauert, beträgt die Kündigungsfrist einen Monat. Während der nächsten fünf Jahre beträgt sie drei Monate. Bei allen Arbeitsverhältnissen, die mehr als fünf Jahre dauern, besteht eine gesplittete Frist. Sie beträgt sechs Monate für die Stadt als Arbeitgeberin und drei Monate für die Mitarbeitenden. Damit die Stadt ein Arbeitsverhältnis auflösen kann, müssen sachliche Gründe vorliegen. Insbesondere können dies ungenügende Leistungen oder ungenügendes Verhalten sein. Vorgängig muss jedoch formell ermahnt worden sein. Art. 59 des Personalreglements verlangt, dass nebst der informellen und formellen Mahnung auch eine förmliche, schriftliche Ermahnung nötig ist. Die Kündigungsgründe müssen im Kündigungsschreiben dargelegt werden.

Es wurde die Frage gestellt, wieviele Fehler "geduldet" werden könnten. Der Gemeinderat kann dies nicht generell beantworten. Es ist auch nicht klar, um welchen "Chefbeamten" es in der Frage geht. Jeder konkrete Fall muss individuell betrachtet

werden. Sicher spielt die Schwere der Fehler eine Rolle. Zusammenfassend gilt aber Art. 59 des Personalreglements.

**Köhli Hans-Ulrich, GLP:** Von dieser Antwort bin ich befriedigt. Es ist klar, dass in diesem Rahmen keine Personen genannt werden können.

### **Meilleure desserte du trafic des vélos de la Gare au Lac**

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Die vom Fragesteller geforderte Öffnung der Marceline-Chipot-Strasse (Walserplatz) bis zur Aarbergstrasse wird heute von den Velofahrenden bereits praktiziert, obwohl der Strassenzug noch als Einbahnstrasse markiert ist. Das Anliegen kann signalisationstechnisch entsprechend umgesetzt werden, indem beim Schild "Verbotene Fahrtrichtung" ein Zusatz angebracht wird "Velos gestattet". Damit wäre das Anliegen erfüllt. Die Baudirektion ist bereit, die entsprechende Signalisationsanpassung vorzunehmen.

**Köhli Hans-Ulrich, GLP:** Es ist sehr erfreulich, dass dort jetzt etwas geht. Nun möchte ich noch den Zeitpunkt wissen.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** So schnell als möglich.

### **Votation sur les minarets, et après?**

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** La majorité des participantes et des participants au vote ont exprimé un rejet de la progression visible de l'islam. Cette décision contredit le principe fondamental de l'égalité de traitement constitutive de la démocratie. Elle doit être prise comme le signe d'une croissance de la population vis-à-vis de phénomènes d'actualité, que l'on rattache à l'islam, à tort ou à raison, sur la scène internationale. C'est aussi la manifestation de l'attachement de la population aux valeurs de la laïcité. Il est peu usuel, en Suisse, que l'on manifeste sa foi de manière ostensible. Le Conseil municipal pense, que les efforts entrepris doivent être poursuivis par la politique d'intégration et par le canal des prestations de base de l'école en particulier. La Commission municipale de l'intégration est le lieu désigné où des propositions peuvent être exprimées.

Dans le domaine scolaire, le Conseil municipal a défini comme un point fort, l'introduction de mesures d'encouragement précoce, qui doivent permettre de faciliter l'intégration des enfants en âge préscolaire et de leurs parents. Le Conseil municipal compte sur les communautés musulmanes, afin qu'elles se montrent compréhensives, vis-à-vis des inquiétudes de la population et qu'elles fournissent les efforts nécessaires à leur intégration. La cohésion sociale dépend des efforts de chacun et de chacune, dans une claire conscience de ses droits et de ses devoirs. Elle impose la tolérance vis-à-vis des autres, mais aussi un comportement qui facilite sa propre acceptation par les autres.

**Gurtner Roland, Passerelle:** Merci de la réponse. Le Conseil municipal a-t-il prévu de charger la déléguée à l'intégration, de rencontrer les responsables des différentes communautés et de réaliser des projets favorisant le dialogue entre tous?

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Une des tâches du cahier des charges de la déléguée à l'intégration est de rencontrer les représentantes et représentants des communautés migrantes. Cela fait également partie des tâches des membres du Conseil municipal, en particulier du Maire et de votre serviteur. Il n'y a pas de programme particulier mis sur pieds après la votation du 29 novembre 2009, vu que la politique de l'intégration doit être, aux yeux du Conseil municipal, poursuivie.

### **Jumelage officiel Bienne-San Marcos?**

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Ich kann bestätigen, dass der Präsidialstab ein entsprechendes Gesuch erhalten hat. Die Gesuchsteller wurden darüber informiert, dass ihr Anliegen vertieft überprüft werden muss. Der Präsidialstab ist daran, verschiedene Kooperationen und Formen der Städtepartnerschaft zu analysieren. Es ist nicht trivial, denn grundsätzlich möchte der Gemeinderat formell keine neuen Städtepartnerschaften eingehen. Er wurde von verschiedener Seite angegangen. Sobald die Analyse vorliegt (sehr wahrscheinlich im Frühling 2010) wird der Gemeinderat über dieses Gesuch entscheiden können.

**Gurtner Roland, Passerelle:** Je remercie Monsieur Stöckli de cette réponse. J'aimerais savoir, si l'Association de jumelage Bienne-San Marcos a reçu une réponse à la demande adressée en septembre, car jusqu'à présent, je n'ai pas eu connaissance qu'elle en ait reçu une, ni même un accusé de réception!

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Ich kann bestätigen, dass die Gesuchsteller darüber informiert wurden, wie der Gemeinderat dieses Gesuch behandelt. In welcher Form weiss ich nicht, aber auf jeden Fall fand eine Information statt.

### **"Alki-Treff" sur le terrain ou dans le bâtiment des anciens abattoirs à la rue de la Gabelle**

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Der alte Schlachthof ist durchaus eine Option für die Verlegung des Alki-Treffs von seinem heutigen Standort auf dem Robert-Walser-Platz. Erste Gespräche in diese Richtung haben mit den Direktbetroffenen vom Alki-Treff stattgefunden. Sie widersetzen sich dieser Überlegung nicht, zumal auch der alte Schlachthof zentral und bahnhofsnahe gelegen ist. Eine solche Lösung muss aber mit der Abteilung Liegenschaften abgesprochen werden, da diese alten Gebäude Finanzvermögen sind. Der Alternativstandort könnte aber nur vorübergehender Natur sein, da das Areal des alten Schlachthofes dereinst für den Bau des Westastes der A5 gebraucht wird. Aber mittelfristig könnte dies eine gute Lösung für die nächsten paar Jahre sein.

**Blösch Paul, EVP:** Ich bin von dieser Antwort befriedigt.

### **Solution de rechange pour les habitants de l'Aire des Pianos**

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Die letzte Bemerkung, Herr Präsident, ist in dem Sinn nicht richtig, als die Besetzenden sich nicht mehr auf dem Terrain befinden. Sie sind

bereits umgezogen. Für die Piano-Areal-BewohnerInnen konnte vorübergehend eine Lösung gefunden werden. Sie machten den Vorschlag, ihre Wagenburg am Goldgrubenweg, vis-à-vis des Robinsonspielplatzes aufzustellen. Der Umzug wurde zum Teil bereits vollzogen. Die Voraussetzungen, dass sie vorübergehend dort bleiben können, wurden - zumindest teilweise - bereits geschaffen. Im Moment ist die Stadt daran, die juristische Seite zu klären. Der Gemeinderat geht davon aus, dass ein wichtiger Teil der Kosten, welche durch den Wasser- und Stromkonsum der ArealbenutzerInnen entstehen, über einen Nutzungsvertrag geregelt werden kann. Die Vertragsverhandlungen sind zurzeit noch im Gang.

**Moeschler Émilie, PSR:** Je suis satisfaite de la réponse du Conseil municipal.

## 9. Motion 20090248, Pierre Ogi, PSR, "Économies pour la Ville"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

**Ogi Pierre, PSR:** J'habite à Mâche, je travaille à Madretsch, durant des semaines, j'effectue le trajet entre ces deux quartiers. Au moins une fois par mois, je vais à la vieille ville. Lorsque j'y arrive, j'y suis bien, je ressens une certaine ambiance. Monsieur Nicati et moi avons siégé dans la salle du Conseil de ville du Bourg, ensuite à l'école professionnelle et enfin à nouveau au Bourg. Dans la salle du Bourg, le mariage du moderne (verre et fer) et de l'ancien est quelque chose d'extraordinaire. Cette salle est un véritable bijou. Mon cœur bat déjà lorsque je monte les escaliers, avant d'entrer dans la salle du Conseil de ville. Ici, dans cette salle de l'école du Marché-Neuf, nous avons du mal à nous motiver. Une nouvelle salle à l'Esplanade, aseptisée comme à l'hôpital, où il y manquera plus que la goutte à gouttes, ce ne sera pas pour moi et certainement pas pour vous non plus!

Nous avons une chance extraordinaire d'avoir une salle du Conseil de ville au Bourg, utilisée depuis 150 ans. Chacune et chacun devrait avoir envie, que cette salle puisse abriter le Conseil de ville, encore durant 150 ans. On se demande pourquoi la salle du Bourg devrait être supprimée. Elle serait supprimée, non pas que le Conseil de ville ne s'y plaise pas, mais parce qu'un immeuble va être bâti, celui dont l'ancien Maire mythique de la Ville de Bienne, Monsieur Guido Müller, n'a pas osé faire construire! Ce bâtiment sera construit, car il faut un monument. Je ne suis pas d'accord, de déplacer la salle du Conseil de ville, parce qu'un nouveau bâtiment sera construit et qu'il faut rentabiliser cet horrible bâtiment! Suite à cette construction, des dizaines d'emplois seront également supprimés. Les employé(e)s ne sont plus des employé(e)s, mais des coûts. Je ne me vois pas comme un coût, mais comme un être humain! Les êtres humains méritent mieux que des bunkers, comme ceux dont la Ville va construire.

Certains membres du Conseil de ville veulent qu'une étude soit réalisée. Vous avez tous reçu vos jetons de présence pour votre participation aux séances du Conseil de ville, ils sont misérables. Nous siégeons presque gratuitement! Nous coûtions un

minimum. Pour ma participation aux séances de la Caisse de pension de la Ville de Bienne, je reçois le triple d'indemnités qu'au Conseil de ville. Le Conseil de ville ne coûte presque rien aux contribuables, par rapport à tout ce que les membres font chaque jour, afin d'animer cette Ville et pour que notre démocratie fonctionne. Nous méritons quand même mieux qu'une chambre d'hôpital, n'est-ce pas? J'ai déposé cette motion, car j'ai senti venir le moment, où il faudra justifier ce nouveau bâtiment de l'Esplanade. Pourquoi ne pas mettre une Migros dans ce bâtiment? Ce serait rentable! Un magasin d'alimentation sera installé dans les Stades de Bienne, pourquoi pas à l'Esplanade? Il n'y aura pas plus de circulation, car le tram passera devant, derrière, tout autour! Mes camarades socialistes ne me soutiennent pas, car ils doivent étudier. Un architecte sera mandaté pour lui demander où mettre la salle du Conseil de ville et cet architecte gagnera des dizaines de milliers de francs!

Je demande à une partie des Conseillères et Conseillers de ville socialistes de me soutenir. Arrêtez d'étudier! Certains membres ne veulent pas faire de la peine à notre Maire. Il est, quand même, le papa du Parti socialiste! À un certain moment, certaines personnes devraient couper le cordon, se dire qu'elles sont adultes et qu'elles peuvent décider par elles-mêmes, ce qui est bien pour le Conseil de ville. Cette question ne se serait jamais posée, si la Ville ne croulait pas sous l'argent. La Ville a trop d'argent et c'est pour cette raison qu'elle va construire ce nouveau bâtiment. La Ville ne manque pas de bâtiments, mais elle a une telle fortune qu'elle veut absolument la dépenser, alors qu'il serait tellement plus simple de rester dans la salle du Conseil de ville du Bourg. **Je vous demande de soutenir ma motion**, afin que nous puissions continuer nos débats dans une salle que chacune et chacun mérite. Je vous remercie de votre soutien.

**Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne:** Cela fait bientôt huit ans que je siège au Conseil de ville. Je me suis posée cette question, par rapport à la motion de Monsieur Ogi: les membres de ce Conseil de ville ont-ils dit une seule fois, que la salle du Conseil de ville du Bourg ne leur convenait pas? Jamais, l'utilité et l'adéquation de cette salle n'ont été remises en question par les membres du Conseil de ville. Maintenant, il s'agit de savoir si nous allons quitter cette salle ou y rester. Le Groupe des Verts a décidé de soutenir la motion de Pierre Ogi. Comme lui, nous pensons que cette salle correspond parfaitement aux besoins du Conseil de ville. Elle a été pensée et organisée en conséquence. Elle a été rénovée et est chargée d'histoire et de symboles. De plus, cette salle marque l'indépendance du législatif par rapport à l'Administration, vu sa localisation externe des bâtiments administratifs.

Pour le Groupe des Verts, il est inutile de faire une étude onéreuse, afin de savoir si le Conseil de ville va rester dans la salle du Bourg. Nous savons où nous voulons siéger, donc nous soutiendrons la motion de Monsieur Ogi. Cependant, le Groupe des Verts pense qu'il est important, que l'occupation de cette salle, par les différents utilisateurs, soit réglée de manière optimale et claire afin qu'il n'y ait pas de doublon. C'est le rôle du Conseil de ville et du Secrétariat parlementaire de s'occuper de cette organisation, afin que tout se passe de la meilleure des façons. Merci.

**Blösch Paul, Fraktion Forum:** Die Fragen rund um den Stadtratssaal sind vielschichtig und ich denke, sie sind komplexer als das Votum von Pierre Ogi erahnen lässt. Es gibt organisatorische, wirtschaftliche und politische Aspekte. Dazu kommen natürlich historische und vor allem emotionale Gründe, weshalb man für die neue

oder alte Variante Stadtratssaal sein kann. Den einen wird es warm ums Herz, wenn sie an den bisherigen Saal denken, den anderen wird es ebenso warm ums Herz, wenn sie an etwas Neues denken in einem neuen Stadthaus (Verwaltungsgebäude). Beide Varianten brauchen gründliche Abklärungen. Davon ist die Fraktion Forum überzeugt. Heute kann es höchstens darum gehen, den Puls zu spüren, die Temperatur zu messen, zu schauen wie die Stimmungen sind. Aus Sicht der Fraktion Forum wäre es heute ganz klar verfrüht und unvernünftig, die Motion 20090248, Pierre Ogi (Ersparnisse für die Stadt) ohne genauere Angaben (nicht nur betreffend der Finanzen) anzunehmen und damit eine vertiefte Diskussion der verschiedenen Varianten zu verunmöglichen. Der Stadtrat sollte abwarten, was der Gemeinderat im Vorprojekt zum zentralen Verwaltungsgebäude für Varianten bringen wird. Die Zeit dazu ist vorhanden. So wie es aussieht, wird der Stadtrat dieses Jahr nicht mehr in die Altstadt zurück zügeln, da es beim Umbau für die HKB (Hochschule der Künste) zu Verzögerungen gekommen ist. Die Fraktion Forum ist klar gleicher Meinung wie das Stadtratsbüro und sie möchte den Motionär ermutigen, der Umwandlung in ein Postulat zuzustimmen. Andernfalls lehnt die Fraktion Forum die Motion klar ab.

**Liechi Gertsch Teres, Fraktion SP:** Die Fraktion SP ist sich nicht einig, wie sie sich in Bezug auf die Motion 20090248 Pierre Ogi (Ersparnisse für die Stadt) verhalten soll. Zwar hat Herr Ogi die Motion als Einzelperson eingereicht, sein Anliegen wurde aber von einer knappen Mehrheit der Fraktion unterstützt. Eine Minderheit wollte die Motion als Postulat einreichen, so wie es jetzt das Stadtratsbüro vorschlägt. Es ging der Fraktion SP darum, wie sie sich verhalten soll. Die Argumente, welche für oder gegen die Burg sprechen, wurden weniger diskutiert. Die Meinung, dass der Stadtrat in der Burg bleiben soll, findet in der Fraktion SP jedoch eine starke Unterstützung. Das ist klar festzuhalten. Es gibt aber auch eine beachtliche Anzahl Fraktionsmitglieder, welche das alternative Szenario prüfen lassen möchten, den Stadtratssaal in einem neuen Gebäude anzusiedeln. Dies vor allem deshalb, weil dem Gemeinderat im Dezember der Auftrag erteilt wurde, beide Varianten zu prüfen. Die Ansicht des Motionärs ist nachvollziehbar. Er sagt, es sei sein politischer Wille, dass der Stadtratssaal in der Burg bleibe und er wolle an der Motion festhalten. Er möchte nicht riskieren, dass der Gemeinderat den Stadtrat umstimmt. Wie gesagt, folgt ihm eine knappe Mehrheit der Fraktion. Auch diese Fraktionsmitglieder wollen den Stadtratssaal in der Burg belassen und sehen nicht ein, weshalb noch weiter diskutiert werden soll.

Auch wenn viel für die Burg spricht, gibt es auch Fraktionsmitglieder, welche grundsätzlich beide Varianten aufgezeigt haben möchten. Wie auch Herr Bösch ausgeführt hat, haben sich viele Fraktionsmitglieder das Prinzip verinnerlicht, beide Seiten anzuhören. Der Gemeinderat müsse sich auch mit anderem historischen Erbe befassen, wie zum Beispiel dem Kontrollgebäude. Auch hier würden Prüfungen gemacht und aufgrund der Sachlage entschieden. Die starke Minderheit, welche den Vorstoss als Postulat überweisen möchte, möchte ihren Entscheid aufgrund von Fakten fällen können. Die Fraktion SP ist - wie gesagt - gespalten. Wie wir wissen, hält der Motionär an der Motion fest. Sollte er überstimmt werden, wird der Gemeinderat die Angelegenheit prüfen.

Einige Fraktionsmitglieder werden sich der Stimme enthalten. Wie wir jetzt wissen, bereitet das Herrn Calegari keine Freude. Es gibt in der Fraktion SP Mitglieder, zu denen gehöre auch ich, welche dem neuen Verwaltungsgebäude skeptisch



gegenüber stehen. Es ist wie bei der Tanzstundenfrage. Dort fragt der Jüngling das Mädchen: "Wenn Sie einen Bruder hätten, hätte der gerne Käse?" Im übertragenen Sinn: Wenn der Stadtrat das neue Verwaltungsgebäude möchte, wäre dann dort ein Stadtratssaal vorgesehen? Zusammengefasst gibt es in der Fraktion SP eine starke Strömung für ein Verbleiben in der Burg, eine grosse Minderheit möchte aber beide Varianten geprüft haben. Eine knappe Mehrheit ist für die Überweisung der Motion Ogi als Motion.

**Scherrer Martin, Fraktion SVP plus:** Ich kann es vorwegnehmen: Die Fraktion SVP plus wird die Motion in dieser Form einstimmig unterstützen. Die Frage müsste nämlich anders gestellt werden: Welchen Grund gibt es, den alten Stadtratssaal zu verlassen und Geld für einen neuen Stadtratssaal aufzuwenden? Bislang konnte mir noch niemand erklären, warum der bisherige Stadtratssaal nicht gut ist. Auch in der Fraktion konnte kein Grund gefunden werden. Der alte Saal erfüllt alle Anforderungen, also kann der Stadtrat auch dort bleiben. Die Fraktion SVP plus sieht nicht ein, weshalb Geld in einen neuen Stadtratssaal investiert werden sollte. Die Begründung, dass der Saal in der Burg schlecht anderweitig genutzt werden könne, wenn der Stadtrat darin bliebe, zählt für die Fraktion SVP plus nicht. Da müsste dann auch aufgezeigt werden, wie der neue Saal in der Esplanade anderweitig genutzt werden könnte. Deshalb kann sich die Fraktion SVP plus heute entscheiden, dass es keinen Sinn macht, Geld für die Planung eines neuen Stadtratssaals auszugeben. Wie gesagt, wird sie die Motion in dieser Form unterstützen.

**Stöckli Schwarzen Heidi, Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade:** Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade diskutierte diesen Vorstoss informell. Sie muss dazu keinen Beschluss fassen. Auch sie möchte gerne zuerst eine Auslegeordnung. Was spricht dafür, den Saal in der Burg zu belassen und was spricht für einen neuen Saal in der Esplanade? Einerseits gibt es, wie Herr Blösch gesagt hat, kulturpolitische Überlegungen. Andererseits gibt es auch emotionale, wirtschaftliche und finanzwirtschaftliche Aspekte. Die Frage ist, ob es langfristig gut ist, in der Burg zu bleiben. Was passiert mit der HKB? Wird diese durch den Stadtrat blockiert? Die Kommission möchte wissen, ob ein Verbleib in der Burg langfristig überhaupt möglich ist. Wurden schon Überlegungen in diese Richtung gemacht? Wenn der Stadtratssaal im neuen Verwaltungsgebäude untergebracht würde, entstünden dann Synergien mit der CTS und dem Kongresshaus oder wäre es ein isolierter Saal? Die Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade möchte eine solche Auslegeordnung und unterstützt die Überweisung der Motion als Postulat.

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Die Fraktion Grünliberale sieht das ganz pragmatisch. Weshalb sollte sich der Stadtrat für etwas entscheiden, wenn er gar nicht alle Möglichkeiten kennt? Auf der einen Seite besteht ein Saal, den die Fraktionsmitglieder kennen und toll finden. Auf der anderen Seite soll ein Saal entstehen, von dem niemand weiss, wie er wird und welche Möglichkeiten er bietet. Der Stadtrat steht nicht unter Druck, jetzt schnell etwas entscheiden zu müssen, bevor er beide Varianten kennt. Ich fände es vernünftig, beide Lösungen rational vergleichen zu können. Es wäre gut, diese Diskussion etwas weniger emotional zu führen als dies heute Abend der Fall ist. Deshalb unterstützt die Fraktion Grünliberale die Überweisung der Motion als Postulat. Ein guter Entscheid ist auch in zwei Monaten oder in einem halben Jahr noch möglich. Er muss nicht unbedingt heute Abend gefällt werden.

**Wiederkehr Martin, SP:** Wie Herr Wiher gesagt hat, muss der Stadtrat nicht dringend heute entscheiden. Herr Ogi, Sie haben den Sozialisten in mir geweckt. Der Titel "Ersparnisse für die Stadt" tönt nach SVP. Bleiben wir doch hier in der Aula Neumarkt, das ist die billigste Variante! Die Debatten wurden mit dem Umzug nicht schlechter, das kann ich nach über dreizehn Jahren im Stadtrat sagen. Die Technik funktioniert vielleicht nicht immer gleich gut, ab und zu müssen die Mikrofone umgestellt werden. Die Textvorlagen können aber immer noch gleich gut bearbeitet werden. Gut, im Winter war die Heizung etwas kalt eingestellt, aber das ist optimierbar. Die Qualität der Stadtratsdebatten hat aber überhaupt nicht gelitten, seit der Rat hier in der Aula Neumarkt tagt. Das Wohlbefinden betreffend Licht und Farben ist etwas Emotionales... Da hat Herr Ogi recht. Vielleicht bin ich etwas "bourgeois" oder etwas stolz, wenn ich am alten Stadtratssaal Freude habe und mich geehrt fühle, dort ein- und ausgehen zu dürfen. Er bietet eine schöne Atmosphäre. Vielleicht wäre es am neuen Standort ebenfalls so ein bisschen ein elitäres Gefühl, eine moderne Architektur zu geniessen. Das ist möglich. Die billigste Variante wäre aber, hier in der Aula Neumarkt zu bleiben und den Stadtratssaal anderweitig zu vermieten. Das würde nichts kosten.

**Gurtner Roland, Passerelle:** Je crois que ce soir, cela serait une erreur de s'engager dans une décision précipitée, simplement sur la base d'une question de principe ou de tradition. Il n'est pas sûr, que la Ville fasse des économies, si le Conseil de ville reste dans la salle du Bourg. En effet, des travaux de rénovations sont à prévoir concernant différentes installations. Ceci coûtera assez cher. Je pense, qu'il faut nous donner le temps de bien réfléchir et d'analyser le problème, sous différents angles:

- les avantages pour les utilisateurs
- les avantages pour les citoyens
- les avantages au niveau de l'aménagement, de l'image du Parlement
- les avantages financiers.

La Commission structures biennoises 2013 et Esplanade a été représentée, par sa Présidente et son Vice-président, au jury du concours. Je peux vous assurer, que le projet gagnant présente vraiment des possibilités intéressantes. Ce serait dommage, de décider avant de savoir quels avantages nous apporterait des locaux neufs, dans le nouveau bâtiment. Donnons-nous le temps. Nous avons insisté, au sein de la Commission structures biennoises 2013 et Esplanade, afin, que nous nous donnions le temps de bien penser tout ce projet. La votation prévue en juin 2010 va être repoussée à la fin de l'année 2010, peut-être même au début 2011. Je pense qu'il faut analyser tous les paramètres comme le propose le Bureau du Conseil de ville. Je soutiens la transformation de la motion en postulat.

**Garbani Charlotte, PSR:** Je prends pour la première fois la parole en mon nom. Je soutiens la motion de mon camarade Pierre Ogi et je fais partie des personnes ayant signé cette motion. Monsieur Ogi siège au Conseil de ville depuis très longtemps, moi depuis à peine une année. Nous avons deux visions complètement différentes de la chose, mais nous en arrivons au même résultat. Pour moi, il y a autre chose que l'aspect financier, qu'il faut prendre en compte. Il s'agit de l'aspect historique. Le centre politique de Bienne se situe à la vieille ville, depuis plus d'un siècle et demie et il ne faut pas l'oublier. Un bloc en béton au centre ville, c'est le futur, d'accord! Il faut le concevoir, c'est comme cela et nous n'avons pas le choix. Ce n'est pas parce que

l'on veut réaliser quelque chose de futuriste au centre ville, qu'il faut laisser tomber tout le reste. On peut très bien se dire, que le bâtiment Esplanade est le futur de l'Administration municipale, mais gardons l'indépendance de notre Parlement et restons dans nos locaux de la vieille ville.

Deux choses me dérangent:

- Plusieurs personnes ont dit vouloir soutenir le postulat. Soutenons-nous la motion ou le postulat? Monsieur Ogi dit qu'il maintient sa motion. Donc, vous pouvez juste voter oui ou non à la motion. Vous ne pouvez pas dire oui au postulat. Il faut juste être clair à ce sujet.
- Des parlementaires affirment, que si la salle du Conseil de ville serait située dans le bâtiment de l'Esplanade, cela coûterait peut-être moins cher et qu'il faut faire une étude, afin d'être sûr de ne pas pouvoir économiser quelques francs. L'étude coûte quelques milliers, voir quelques dizaines de milliers de francs. La salle du Conseil de ville du Bourg est utilisable pour quelques dizaines d'années, cela s'équivaut. Par contre, la rénovation des installations sonores ou autres est une chose normale, que la salle reste au Bourg ou qu'elle soit à l'Esplanade, cela arrivera régulièrement. Nous ne pouvons rien y changer.

Je voulais encore ajouter quelque chose. Monsieur Ogi a omis de préciser l'utilisation de la salle du Bourg. Cette salle ne doit pas être exclusivement réservée pour le Conseil de ville. Un partage peut être fait pour d'autres utilisations. Ce sujet devra être discuté plus tard. La question actuelle est de savoir où les membres du Conseil de ville veulent siéger. Faut-il perdre des heures de discussions et des dizaines de milliers de francs en projets et en études pour cela? Cette salle du Bourg est parfaite. Il n'est pas nécessaire d'investir du temps ni de l'argent dans un éventuel changement! Soutenez la motion et décidons maintenant. Ce n'est pas une question d'urgence ou pas, décidons, prenons position et cela sera réglé. Merci.

**Eschmann René, parteilos:** Ich weiss, dass mein Votum nicht viel ändern wird. Trotzdem möchte ich es loswerden. Herr Ogi und ich sind nicht so oft gleicher Meinung, in diesem Punkt aber ganz sicher. Über das Thema der Stadtratssaalverlegung habe ich zum ersten Mal in einer Fraktionspräsidienkonferenz gesprochen, in welcher es um die Esplanade ging. Ich kann mich daran erinnern, dass der Stadtpräsident damals schon sagte, dass die Esplanade das Machtzentrum der Stadt Biel mit integriertem Stadtratssaal werden soll. Diese Aussage stört mich klar. In einer Stadt soll es kein Machtzentrum geben. Die Macht hat das Volk, nicht irgendeine Verwaltung und auch nicht das Parlament. In meinen Augen ist es auch falsch, Parlament und Verwaltung zu eng beieinander anzusiedeln. Es braucht deshalb keine grossen Prüfungen mehr. Es ist klar, wenn man relativ neu im Stadtrat ist und sieht, wie dieser funktioniert, merkt man, dass es viele Varianten gibt, welche immer und überall noch überprüft werden könnten. Ich möchte auf die Frage eingehen, welche Frau Magnin vorhin gestellt hat: was spricht grundsätzlich gegen den Standort in der Burg? Was spricht aber auch dagegen, dass der Stadtrat die Altstadt verlässt? Sehr viel, werte Damen und Herren: diesbezüglich passierte schon sehr viel. Die Altstadt wird immer mehr zu einem Waisenknaben unserer Stadt und das Parlament hilft bei der Verschlimmerung der Situation mit. Da gibt es nichts mehr zu prüfen, meine Damen und Herren. Der alte Stadtratssaal ist topp. Es tut der Altstadt gut, dass der Stadtrat immer dort war. Wenn die Stadratsmitglieder in der Pause essen gehen, gehen immer noch die meisten in die Altstadt. Es gibt nichts

mehr zu prüfen. Der Stadtrat gehört in den Saal in der Burg. Ich bin klar der Meinung, dass der Stadtrat in die Altstadt und in den Stadtratssaal in der Burg gehört. Er sollte dort auch die nächsten 150 Jahre bleiben.

**Nicati Alain, PRR:** Pierre Ogi est un vieux politicien, qui connaît bien le métier. Il y a longtemps que nous avons tous les deux des opinions parallèles ou contraires. Très habilement, Monsieur Ogi a réussi à faire passer le problème sur le coût d'une étude et les millions qu'il faudra y dépenser, alors qu'il s'agit simplement de nous donner un catalogue expliquant quels sont les arguments en faveur d'une salle à l'Esplanade ou au Bourg. Il faudrait, que nous puissions discuter, en ayant vu le pour et le contre. Pour ce soir, je n'ai pas réfléchi à cette question. L'ordre du jour n'était pas dans ce sens-là. Il n'était pas prévu, ce soir, de discuter et de décider, où siègera le Conseil de ville à l'avenir. Concernant ce projet, il faut qu'il y ait des discussions des deux opinions différentes. Les personnes, qui désirent aller ailleurs ont le droit d'exprimer les raisons pour lesquelles elles veulent ce changement. Nous n'avons même pas demandé au Maire pourquoi il a proposé ce changement de salle. C'est une manœuvre politique connue! Ce n'est pas une avance correcte. Pour avoir une avance correcte, il faut avoir des informations et reporter cette affaire à un ou deux mois. Je ne vois pas pourquoi nous devons décider ce soir. Il s'agirait de prendre une décision, qui n'a pas été réfléchie. Merci.

**Bösch Andreas, Grüne Biel:** Ich hätte nicht gedacht, dass dieser Vorstoss so viel zu diskutieren gibt. Ich habe sehr grosse Sympathien für den Stadtratssaal in der Altstadt, es fehlte mir wirklich nie etwas ausser vielleicht mal ein WLAN (Wireless Local Area Network). Ansonsten ist der Saal als Stadtratssaal wirklich sehr gut geeignet. Die Schwarzmalerei, welche jedoch jetzt mit der Esplanade gemacht wird, verstehe ich nicht. Es gebe einen kalten Spitalsaal mit einem Herzschrittmacher. Für mich ist es sehr schwierig, heute einfach so zu sagen, es gebe nur den alten Saal und keine andere Möglichkeit. Vielleicht gäbe es für den Saal in der Burg auch andere gute Nutzungsmöglichkeiten. Die räumliche Unterstreichung der Unabhängigkeit von der Verwaltung muss für mich nicht unbedingt sein. Auch historische Gründe zählen nicht immer, Historie ist nicht immer nur gut. Biel ist keine Seestadt, soll es nie eine Seestadt werden? Nein! Biel soll sich Richtung See entwickeln und hat dies auch schon getan. Die Dinge können sich wandeln.

Nun zu einem Punkt, welcher aus meiner Sicht noch erwähnt werden sollte: Ich gehe davon aus, dass in einem grossen Verwaltungsgebäude wie der Esplanade auf jeden Fall ein grosser Saal vorhanden sein wird, welcher für Veranstaltungen genutzt werden kann. Sicher organisiert die Stadt ab und zu grössere Anlässe. Die Esplanade wird also nicht nur aus Büros bestehen. Vielleicht ist es dann etwas komisch, wenn sich der Stadtrat einmal pro Monat irgendwo in einem Saal trifft, obschon in der Esplanade einer vorhanden wäre, welcher auch benutzt werden könnte. Diese Möglichkeit möchte ich mir aber offen lassen, weshalb ich der Motion nicht zustimmen kann.

**Gurtner Roland, Passerelle:** J'ai entendu que cela fait 150 ans que la politique se fait à la vieille ville. Il y a 150 ans, à quoi ressemblait la Ville de Bienne? Une évolution s'est faite en 150 ans. Je suis frustré de ne pas avoir la possibilité d'avoir des éléments de comparaison, avant de décider à quel emplacement sera situé la salle du Conseil de ville. Nous avons le droit de se poser la question de l'évolution et

du futur concernant la salle du Conseil de ville. Le bâtiment de l'Esplanade sera érigé pour une durée d'au moins 100 ans. Avant de me décider pour une variante ou l'autre, j'aimerais pouvoir réellement les comparer, de manière tout à fait objective. J'aimerais également rappeler, qu'il y avait, dans les conditions et exigences du concours, des éléments très précis sur ce que serait la salle du Conseil de ville dans le bâtiment de l'Esplanade. Je vous lis un extrait concernant la planification des locaux: *"Die Stadtratssitzungen finden ausserhalb der Bürozeiten statt. Es ist somit zu berücksichtigen, dass der Zugang in das Gebäude für die Parlamentsmitglieder sowie das Publikum unabhängig funktionieren muss. Es muss aus Sicherheitsgründen eine Abgrenzung zu den anderen Räumen der Verwaltung geschaffen werden können. Entsprechend diesen Anforderungen sollen auch die Nebenräume angeordnet werden. Es sind Sanitärräume und ein Raum für Fotokopien mit einem kleinen Materiallager vorzusehen."* Tout cela, sans parler des locaux du Secrétariat parlementaire. Le problème doit être réglé car la situation actuelle n'est pas forcément la meilleure.

**Ogi Pierre, PSR:** Les avis sont faits depuis un certain temps. Je ne pense pas avoir convaincu une seule personne. D'ailleurs, les autres parlementaires ne m'ont pas convaincu non plus. Monsieur Blösch a demandé que je transforme ma motion en postulat. J'aimerais signaler, que ma motion concernant un trottoir au Lindenhof, a été acceptée il y a quatre ans. Cette motion n'a jamais été réalisée. Si je transforme cette motion en postulat, ça serait à hurler de rire. Mes camarades socialistes ne veulent rien savoir à l'idée de conserver la salle à la vieille ville, car ils pensent que le double de membres siégera dans une nouvelle salle du Conseil de ville à l'Esplanade. Cependant, il n'y aura pas plus de membres qu'actuellement. Il n'y aura plus de salle du Conseil de ville, mais une salle où le Conseil de ville pourra se réunir. Le Conseil municipal décidera qui a le droit d'y siéger. Monsieur Nicati, pourquoi n'avez-vous pas proposé que l'on retourne à l'École professionnelle, puisque vous demandez des variantes? Nous n'avons même pas besoin d'une salle à l'Esplanade car nous avons siégé durant des années à l'École professionnelle. Si vous ne voulez pas prendre de décisions, ayez les bons arguments et non pas des prétextes. Les habitants de la Ville de Bienne s'identifient au bâtiment du Bourg de la Vieille ville. La Maison Blösch et le bâtiment de la Place Centrale vont être vendus. C'est une honte de solder ce patrimoine, comme le fait également le Canton! Voulons-nous remplacer ces bâtiments par du béton?

Comme l'a dit mon ex-camarade Roland Gurtner, le bâtiment de l'Esplanade devrait résister 100 ans. Après 40 ans, la rénovation du Palais des Congrès a coûté 30 mio. fr.! La solidarité que vous demandez, Monsieur Gurtner, date des siècles passés et elle continue à être d'actualité. Vous voulez siéger ailleurs, alors dites-le directement. Les personnes qui se sont exprimées à ce micro font toutes parties de la Commission structures biennoises 2013 et Esplanade. Il semble que trois ou quatre partis se sont exprimés ici, alors que ce ne sont que les membres de la Commission! Nous aurons l'Esplanade, la salle du Conseil de ville se trouvera dans le bâtiment. Nous serons un Conseil de ville édulcoré! Si c'est ce que vous voulez pour la Ville de Bienne, je vous souhaite bon courage!

**Magnin Claire, Les Verts Bienne:** Monsieur Nicati demande de faire une étude concernant la salle du Conseil de ville. Nous avons besoin d'une salle, mais elle ne doit pas être en or massif! Nous n'avons pas besoin d'une salle particulière. Dans le

bâtiment du Bourg, nous disposons d'une salle et de l'infrastructure nécessaire à nos besoins. Quelqu'un pourrait-il me dire, quels sont les réels avantages, que nous pourrions avoir dans une nouvelle salle? Si l'Administration municipale veut déménager, qu'elle le fasse, mais nous ne sommes pas obligés de la suivre. Nous pouvons rester dans la salle du bâtiment du Bourg et cette salle pourra aussi être utilisée par d'autres personnes, c'est une chose importante. Avec l'espace prévu pour une salle du Conseil de ville à l'Esplanade, le Conseil municipal pourrait faire quelque chose de très utile, par exemple une crèche, des salles de repos, etc.

**Liechi Gertsch Teres, SP:** Herr Ogi, ich finde es bemühend und beschämend, wie Sie sich verhalten, wenn jemand einmal nicht Ihrer Meinung ist und sich getraut, dies auch zu äussern. Ich finde es peinlich, wenn diese Ratsmitglieder dann der Reihe nach attackiert werden, ob sie nun aus den eigenen Reihen oder aus einer anderen Partei kommen. Offenbar muss es aber sein. Da muss ich einfach sagen, machen Sie Ihre Spiele in welchem Saal auch immer. Wo der Stadtrat auch tagen wird, es wird in jedem Saal das Gleiche sein.

**Kaufmann Stefan, FDP:** Ich bin auch Mitglied der Kommission Struktur Biel 2013 und Esplanade. Ich stehe aber hier als Einzelsprecher und nicht im Auftrag der Kommission. Wenn ich über ein Geschäft entscheiden muss, habe ich gerne die entsprechenden Grundlagen dafür. Es gibt Entscheide, die werden emotional gefällt. Dort brauche ich keine Unterlagen, mein Herz entscheidet. Es gibt aber auch Entscheide, die sind rationell. Dort brauche ich den Kopf und auch gewisse Grundlagen sind nötig. Die Motion fordert "Economies pour la ville". Um dies zu prüfen, schlägt das Stadtratsbüro vor, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Es kann im jetzigen Zeitpunkt nicht abschliessend gesagt werden, ob der Verbleib im alten Stadtratssaal tatsächlich Ersparnisse für die Stadt bringen würde. Die Umwandlung ist also die einzig richtige Antwort auf diese Motion. Der richtige Titel für die Motion wäre nämlich gewesen "Der Stadtrat bleibt in der Burg". Dann ginge es nicht mehr um Ersparnisse. Es wäre klar, es geht um die emotionale und nicht um die rationale Ebene. Wie ich schon im Vorfeld erwähnt habe, braucht der Rat für eine emotionale Entscheidung nicht mehr Facts. Wahrscheinlich ist bei vielen der Entscheid schon gefallen, ohne gross zu überlegen. Dieser Entscheid kann emotional gefällt werden. Herr Wiederkehr, ich kann problemlos weiterhin in der Aula Neumarkt tagen, oder wo auch immer, für mich ändert damit nichts. Wenn hier aber gesagt wird, die Vorteile des neuen Stadtratssaals seien nicht klar, dann muss ich antworten: das stimmt. Sie sind deshalb nicht klar, weil sie noch gar nicht geprüft wurden. Also sind auch das Argumente, welche nicht gelten. Entweder entscheidet der Stadtrat heute rein emotional und lässt die Vernunft auf der Seite oder er sagt, er möchte weitere Abklärungen. Eine sachliche Diskussion kann erst dann weitergeführt werden, wenn die Entscheidgrundlagen vorliegen.

**Morier-Genoud Michèle, PSR:** Ce soir, il est vrai, que c'est difficile de se situer entre le rationnel et l'émotionnel. Le débat fait suite à certains autres débats ayant notamment eu lieu dans la salle du Conseil de ville, à la Vieille ville, l'année passée, lors du lancement du Parcours culturel. À ce propos, nous avons entendu les demandes pressantes de l'assistance. Elles allaient dans le sens du maintien de la salle du Conseil de ville dans le bâtiment du Bourg.

Monsieur Ogi, je n'étais pas là à la séance de groupe et je n'ai pas signé la motion. Ce soir, Monsieur Ogi, vous m'avez convaincue d'une chose: le signal, que nous allons donner à la population, doit montrer le sens dans lequel nous allons. Nous voterons probablement pour une étude circonstanciée sur les deux variantes. Ce soir, en tant que socialiste, je voterai pour la proposition de Monsieur Ogi, afin de montrer que l'on peut aussi prendre des décisions à l'émotionnel.

**Esseiva Monique, au nom du Bureau du Conseil de ville:** Au nom du Bureau du Conseil de ville, j'aimerais remercier tous les intervenants. Certains d'entre vous ont fait part de leur attachement au bâtiment du Bourg. J'aimerais revenir sur les attentes de Monsieur Ogi concernant sa motion. Il demande au Conseil municipal, de renoncer à tout projet de déménagement de la salle du Conseil de ville du Bourg. J'aimerais préciser, que c'est le Conseil de ville qui est compétent en matière de déménagement ou non de la salle du Conseil de ville et pas le Conseil municipal. D'ailleurs, lorsque le Bureau du Conseil de ville a traité cette motion, nous nous sommes demandé si cette motion était recevable, du fait qu'il s'agit d'un dossier de la compétence du Conseil de ville. Nous avons trouvé qu'il était préférable d'entrer en matière. Lorsque nous avons discuté du sujet au sein du Bureau du Conseil de ville, les réflexions menées nous ont fait aboutir à cette réponse en trois volets:

- L'ancien Hôtel de ville est un lieu plutôt historique qu'économique, l'endroit est symbolique et relève la tradition.
- Le changement d'affectation du bâtiment nécessitera aussi une collaboration avec le nouvel utilisateur et provoquera de nouveaux besoins d'organisation et de logistique.
- Un déménagement ne garantira pas forcément les économies, comme mentionné dans la motion.

À ce jour, personne n'est en mesure d'évaluer les conséquences d'un éventuel déménagement, pour tous les points que j'ai déjà cités (logistique, financier, organisationnel) ainsi que les répercussions, qui vont avoir lieu quant à la mise en place du projet Structures biennoises 2013 Esplanade. Le Bureau du Conseil de ville est d'avis, que cette étude détaillée doit être effectuée par le Conseil municipal, dans le cadre du projet du bâtiment de l'Esplanade, avec toutes les conséquences qui en découlent.

Monsieur Ogi, il ne s'agit pas de rentabiliser, comme vous l'avez dit, mais de saisir l'occasion de procéder à cette étude. Un architecte ne sera pas mandaté, car il est déjà là pour établir et préparer le projet du bâtiment de l'Esplanade. À mon avis, cette étude ne va pas engendrer des coûts supplémentaires. Ainsi, le Conseil municipal pourra nous présenter les variantes avec et sans déménagement de la salle du Conseil de ville du Bourg. Le Bureau attend de la part du Conseil municipal, que les variantes comportent les avantages et les inconvénients. Je vous rappelle, que le Conseil de ville a déjà adopté plusieurs interventions parlementaires, afin que cette salle du Bourg soit utilisée à titre culturel. Ces décisions ont pour conséquence des réadaptations de la salle du Bourg, qui engendreront aussi des frais. Aujourd'hui, nous ne savons pas à combien vont s'élever tous ces frais. C'est la raison pour laquelle cette étude doit avoir lieu.

Madame Garbani, vous avez parlé tout à l'heure de motion ou de postulat. Si Monsieur Ogi maintient sa motion et qu'elle ne passe pas la rampe, cela veut dire que

tout est perdu politiquement. Le Conseil municipal a déjà donné mandat de procéder aux deux variantes, donc ce serait l'occasion d'attendre le résultat et de pouvoir décider plus tard, en connaissance de cause sur cet éventuel déménagement. L'acceptation du postulat ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec un déménagement, cela veut dire que nous voulons une étude. Donc, donnons-nous le temps et décidons au moment voulu. Je vous demande de soutenir la proposition du Bureau du Conseil de ville, c'est-à-dire de transformer la motion en postulat.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Le Bureau du Conseil de ville a proposé à Monsieur Ogi de transformer la motion en postulat. Si Monsieur Ogi maintient sa motion, seule celle-ci sera votée.

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Ich möchte mich nicht in die Frage einmischen, wo der Stadtrat tagen will. Ich möchte lediglich zur Frage Auskunft geben, wie es je nach Ausgang der Abstimmung weitergehen wird. Wenn der Stadtrat die Motion erheblich erklärt, wird die Aufgabe des Gemeinderats vereinfacht. Er muss keine weiteren Planungen für den Stadtratssaal mehr machen, sondern er kann sich voll auf das Verwaltungsgebäude Esplanade konzentrieren. Dies verbessert die Chancen für dieses Gebäude erheblich. Für mich wäre das durchaus auch eine denkbare Variante. Wer meint, diese Motion müsse nur mir zuliebe abgelehnt werden, muss sich dies nochmals überlegen. Für den Gemeinderat ist es durchaus denkbar, dass der Stadtrat weiterhin in der Altstadt tagt. Der Gemeinderat war einfach der Meinung, es gehöre zum Gesamtkonzept, sich dazu Gedanken zu machen, wo sich der Stadtrat in Zukunft treffen will. Wenn der Stadtrat die Motion ablehnt, wird der Gemeinderat, wie an der Dezembersitzung verlangt, beide Varianten mit Vor- und Nachteilen und mit allen historischen, politischen, finanziellen und gesellschaftlichen Konsequenzen aufzeigen. Damit sollten die Folgen des Stadtratsentscheids klar sein.

Im Übrigen wäre es besser gewesen, wenn diese Diskussion schon anlässlich der letzten Esplanade-Diskussion geführt worden wäre. Für den Gemeinderat ist es wichtig, keine unnötigen Arbeiten zu veranlassen, falls der Stadtrat in der Altstadt bleiben möchte. Wenn der Stadtrat aber vor einer Entscheidung alle Fakten auf dem Tisch haben möchte, wird der Gemeinderat die nötige Arbeit machen.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Les opinions sont faites. **Monsieur Ogi maintient sa motion.** Nous passons au vote de la motion.

## **Vote**

sur la proposition du motionnaire de maintenir la motion

**La motion est rejetée.**



## 10. Postulat 20090139, Muriel Beck Kadima, Les Verts Bienne, "Places de stationnement pour les gens du voyage à Bienne et dans la région"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose de rejeter le point 1 du postulat et d'adopter le point 2.

**Beck Kadima Muriel, Grüne Biel:** Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort. Vorab möchte ich darauf hinweisen, dass es sich hier um ein Postulat handelt und bitte den Stadtrat, **beide Punkte erheblich zu erklären** und in Berücksichtigung der Stellungnahme des Gemeinderats **zu überweisen**.

Den ersten Punkt möchte der Gemeinderat nicht erheblich erklären, weil die Eignung eines Standorts für die technische Realisierung eines Durchgangsplatzes zuerst geprüft werden müsse. Der Gemeinderat ist bereit, eine Untersuchung durchzuführen. Dies steht absolut nicht im Widerspruch zu meiner Forderung, deshalb verstehe ich die Schlussfolgerung nicht, diesen Punkt nicht erheblich zu erklären. Sollte es daran liegen, dass der Gemeinderat vor der Schaffung eines Durchgangsplatzes einen Bericht erarbeiten will, bin ich damit einverstanden, den ersten Punkt in diesem Sinn anzupassen und vorerst die möglichst rasche Erarbeitung eines Berichts und nicht bereits die Schaffung eines Durchgangsplatzes zu fordern.

Ich möchte darauf hinweisen, dass es sich hier sowohl um Schweizer- wie auch um ausländische Fahrende handelt. Letztere bereiten meistens mehr Probleme. Deshalb wäre es nützlich, die Situation der Durchgangsplätze auch für ausländische Fahrende zu untersuchen. So könnten die Möglichkeiten für beide Bevölkerungsgruppen dargelegt werden. Der Gemeinderat sagte richtigerweise, dass die Bedürfnisse der beiden Gruppen unterschiedlich sind. Dies zeigt auch ein Beispiel in Bonaduz im Bündnerland. Dort wurden aus diesem Grund zwei Plätze geschaffen. Beide sind so angeschrieben, dass klar ist, wer wo stehen darf. Das sei problemlos möglich. Ich möchte dem Gemeinderat widersprechen, wenn er davon ausgeht, dass Biel nicht an einer Hauptroute der Fahrenden liegt. Mir wurde von den Fahrenden gesagt, Biel liege sehr wohl an einer Hauptroute, und zwar zwischen der Romandie und dem Gebiet Solothurn/Basel sowie zwischen dem Jura und Bern. Diese Hauptachse wird mit der A5 noch deutlicher.

Zur Zeit behelfen sich die Schweizer Fahrenden mit privaten Plätzen vor allem bei Bauern. Es gibt aber auch gewisse Gemeinplätze wie zum Beispiel in Sonceboz oder in Ins. Die Schweizer Fahrenden sind sehr zurückhaltend und bleiben sehr diskret, dies vor allem deswegen, weil sie bis in die 70-er Jahre des letzten Jahrhunderts diskriminiert wurden. Beispielsweise wurden ihnen ihre Kinder von Pro Juventute (Kinder der Landstrasse) weggenommen. Deshalb haben sie sich von der Öffentlichkeit zurückgezogen. Es kann sein, dass der Eindruck entsteht, Schweizer Fahrende würden sich nicht für einen Durchgangsplatz in Biel interessieren. Dabei haben sie in Biel während Jahrzehnten auf dem Büttenberg, am Ende des Goldgrubenwegs, oberhalb des Robinsonspielplatzes, unter der heutigen Autobahn (in der Nähe wo heute die Schrottbar angesiedelt ist) und auf dem Römerareal in Orpund Halt gemacht. Dies war noch bis vor Kurzem der Fall. Mir ist bekannt, dass dies dem Gemeindepräsident von Orpund Angst macht und er eine Rückkehr nicht

begrüssen würde. Die schlechten Erfahrungen haben aber vor allem damit zu tun, dass die Regeln unklar waren. Diese Plätze liegen heute alle brach. Wasser und Elektrizität sind vorhanden. Die Einrichtung eines Durchgangsplatzes an einem dieser Standorte dürfte also wenig kosten. Ideal wäre vor allem das Römerareal in Orpund, weil der Werkhof in der Nähe liegt, die öffentlichen Verkehrsmittel gut erreichbar sind und es keine Nachbarn hat. Übrigens gehört das Römerareal in Orpund der Gemeinde Biel. Der Betrieb eines Durchgangsplatzes ist meistens selbsttragend. Für die Gemeinde fallen kaum Kosten an. Das Wichtigste wäre, dass die heute bestehenden Plätze legalisiert würden, damit auch Kontrollen durchgeführt werden können. Ich bitte den Stadtrat deshalb, auch den ersten Punkt zu überweisen.

Zum zweiten Punkt möchte ich nur sagen, dass ich die Meinung des Gemeinderats nicht teile. Es stimmt nicht, dass kein Handlungsbedarf für Standplätze besteht. Der Platz an der Lindenhofstrasse ist seit Jahren voll. Er ist für junge Fahrende ungenügend, welche auch einen Winterplatz suchen. Der Bedarf an Wohnplätzen sollte nicht nur für die sesshafte Bevölkerung, sondern auch für die Fahrenden im Auge behalten werden. Zusammenfassend bitte ich den Stadtrat, beide Punkte erheblich zu erklären und an den Gemeinderat zu überweisen. Vom Gemeinderat möchte ich wissen, in welchem Zeithorizont er die Studie erstellen wird.

**Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste:** Dans sa réponse au postulat de Madame Beck Kadima, le Conseil municipal recommande au Conseil de ville de rejeter le point 1 du postulat, à savoir d'aménager une place de transit pour les gens du voyage à Bienne et d'adopter le point 2, c'est-à-dire d'élaborer une solution permettant de créer les infrastructures nécessaires aux gens du voyage sur un plan régional. Dans son argumentation pour refuser le point 1, le Conseil municipal fait état du coût qu'entraînerait l'aménagement d'une telle aire à Bienne (entre 400'000 fr. et 500'000 fr.), de la difficulté de trouver un terrain approprié (1'000m<sup>2</sup> à 1'500m<sup>2</sup> et de l'obligation à prendre des mesures légales sur le plan de l'aménagement du territoire. Il conclut, je cite: *"Rien que pour ces raisons, une réalisation rapide s'avère impossible"*.

Le Groupe socialiste est d'avis, que malgré ces impératifs économiques et techniques, le postulat doit être maintenu, afin que l'on cherche et trouve enfin, à Bienne, un terrain approprié, cela, même si ça doit prendre un peu plus de temps que souhaité. En effet, la demande de trouver une solution pour les gens du voyage à Bienne ne date pas d'hier. En 1996 déjà, un postulat demandait qu'une solution soit trouvée. Il appartient à la Ville de Bienne de prendre ses responsabilités envers une communauté au mode de vie culturelle et économique non sédentaire, qui est reconnue sur le plan fédéral comme minorité nationale protégée et qui souffre encore aujourd'hui de discrimination. Lors du débat, qui a eu lieu l'été passé avec les gens du voyage à Bienne, il est clairement ressorti, qu'ils ont besoin d'aires de transit leur permettant de résider une, deux ou trois semaines, durant lesquelles ils peuvent exercer le métier de marchands forains. Bien plus qu'un simple parking, il s'agit d'un espace sur lequel ils peuvent vivre selon leurs us et coutumes, sans se sentir menacé et ainsi transmettre à leurs enfants leur mode de vie, leur langue, leur savoir-faire et leurs valeurs. Bien que le cadre légal fédéral souhaite promouvoir et assurer l'avenir des gens du voyage en Suisse, 30 aires de transit et 30 aires de séjour sont à créer, pour permettre à cette minorité de vivre sa culture.

Dans le document "Points forts de la politique du Conseil municipal 2009-2012", la richesse de la multi-culturalité de Bienne est mise en avant, tout comme notre attachement à vivre dans le respect mutuel et la cohésion sociale. Il est donc temps d'agir concrètement en faveur de cette communauté minoritaire, de leur trouver un terrain chez nous, sur notre territoire et de prendre les mesures légales nécessaires à son aménagement (comme il est demandé au point 2 du postulat) et de poursuivre les discussions avec l'Association seeland.biel/bienne, afin de trouver d'autres aires de transit plus grandes, sur un plan régional. En conclusion, le Groupe socialiste soutient le postulat de Madame Beck Kadima et souhaite que les points 1 et 2 du postulat soient adoptés. Je vous remercie.

**Fischer Pascal, Die Eidgenossen:** Es verwundert wohl niemanden, dass ich mich mit dem von Frau Beck beantragten Vorgehen nicht einverstanden erklären kann. Manchmal kommt es mir so vor, als ob Biel ein Auffanglager für alle wäre. Es ist wohl nur noch eine Frage der Zeit, bis ein Atommülllager im Bözingenberg gebaut wird... Zurück zum Vorstoss: Es handelt sich um Fahrende. Das heisst, sie kommen und sie gehen. Die Stadt hat an der Lindenhofstrasse einen Durchgangsplatz, der seit 1991 über Wasser und Strom verfügt. Die Fahrenden können dort kommen und gehen. Standplatz ist von mir aus gesehen der falsche Ausdruck. Es ist nur ein Parkplatz. Die Fahrenden wollen ja nicht in Biel wohnen und sesshaft werden. Sonst können sie eine Wohnung mieten und Steuern zahlen wie alle anderen auch. Es ist auch so: gehe ich irgendwo hin und alle Hotels sind besetzt, dann muss ich halt weiter ziehen. Dann kann ich nicht einfach Hammer und Meissel nehmen und irgendwo, wo es ein bisschen Land hat alles aufbrechen, Landfriedensbruch begehen und sagen: "So, jetzt bin ich hier, es ist mir egal, was die anderen denken." Ich finde, der Gemeinderat hat seine Arbeit getan. Biel hat einen Durchgangsplatz an der Lindenhofstrasse. Wer kommen will, um die Stadt anzusehen, kann das tun. Fahrende können dort parkieren und auch wieder weiterfahren, damit es Platz für die nächsten gibt. Mehr braucht es in der Region Biel/Seeland nicht.

**Habegger Markus, parteilos:** Bereits 1996 versuchte ich, auf dieses Problem aufmerksam zu machen. Ich bin nicht gegen die Fahrenden. Dieses Problem taucht ja jedes Jahr wieder von neuem auf. Jedes Jahr regt sich der Stadtrat dann auf und sagt: "So nicht, alles wird dreckig und niemand schaut hin." Es ist jedes Jahr das Gleiche. Deshalb wollte ich damals fragen, ob diesen Leuten nicht ein Standplatz mit Infrastruktur zur Verfügung gestellt werden könnte. Auch heute muss die Stadt, wenn die Fahrenden kommen, Toiletten und Container hinstellen und Wasser zur Verfügung stellen. All dies muss getan werden, ob die Plätze nun offiziell sind oder nicht. Die Fahrenden kommen nämlich einfach. Die Plätze wurden nicht legalisiert und die Stadt ist genau gleich weit wie vor vierzehn Jahren. Mein Postulat wurde damals gegen den Willen des Gemeinderats erheblich erklärt. Nun passiert das Gleiche. Wahrscheinlich werden wieder vierzehn Jahre verstreichen, ohne dass etwas passiert. Wie ich bereits vor vierzehn Jahren ausgeführt habe, ist der Standort Lindenhof zu klein und in den Terrassenhäusern wohnen sehr sensible Leute, unter anderem Angestellte der Stadt. Gegen den Standplatz Lindenhof wurde damals sehr laut votiert. Das muss auch einmal festgehalten werden.

Die Fahrenden belegen ja immer das Gelände vis-à-vis des ehemaligen Drahtwerkgebäudes. Es geht nun darum, dort wirklich etwas zu tun, anstatt immer nur die Steine zu vergrössern, welche die Zufahrt versperren. Die Fahrenden kommen

nämlich mit immer stärkeren Fahrzeugen, reissen die Steine weg und nutzen das Areal. Der Gemeinderat muss sich nun entscheiden, ob er etwas tun will oder nicht. Falls nicht, sollte er konsequent sein und die Fahrenden immer sofort wegweisen, sobald sie kommen. In meinen Augen ist das auch keine Lösung. Wenn aber wirklich nichts unternommen werden soll, müssen die Konsequenzen getragen werden. Es muss halt akzeptiert werden, dass die Fahrenden auch Menschen sind und zu unserer Gesellschaft gehören. Die Vermutung, es handle sich vor allem um Schweizer, ist falsch. Es handelt sich vor allem um Franzosen oder Personen aus Ostdeutschland. Im Coop Bözingen wird tatsächlich viel gestohlen und es wird auch viel verdreckt. Das ist bekannt. Gerade weil dies aber bekannt ist, sollte die Stadt darauf reagieren und diesen Vorstoss nicht einfach wieder ad acta legen in der Hoffnung, dass niemand etwas sagen wird und wieder nichts unternommen wird. Stellen Sie sich vor, nach meinem Postulat passierte vierzehn Jahre lang nichts! Das ist lächerlich! Legen Sie einmal in der Privatwirtschaft ein Projekt vierzehn Jahre auf Eis, das bewilligt wurde! Ich hoffe, dass in dieser Sache jetzt endlich etwas geschieht! Die Steine vis-à-vis des ehemaligen Drahtwerkgebäudes sollten entfernt werden. Der Platz sollte mitsamt der benötigten Infrastruktur zur Verfügung gestellt werden. Dann kann für die Übernachtungen auch etwas verlangt werden. Mein Cousin ist Bauer und stellte den Fahrenden Land zur Verfügung. Am Abend vor der Abreise ging er zu ihnen, ass mit ihnen, und bekam Geld für die Benützung des Platzes. Wenn ich Fahrend wäre, die Stadt nur mit dem Finger auf mich zeigen würde und mich möglichst rasch wieder loshaben wollte, würde ich auch nichts bezahlen! Entweder entscheidet sich die Stadt jetzt dafür, den Fahrenden einen Platz zur Verfügung zu stellen oder weist sie konsequent ab. Dies müsste mit der Polizei angeschaut werden, welche sie sofort weiter weisen müsste, nach Orpund oder wohin auch immer. Ich bin aber gegen dieses schleichende Ja "in der Hoffnung, dass sie so schnell wie möglich wieder gehen...!"

**Stöckli Hans, Finanzdirektor:** Es muss wohl eine Klärung der Begriffe vorgenommen werden: Im letzten Sommer hatten Vertreter des Gemeinderats die Gelegenheit, mit der Stiftung "Zukunft für Schweizer Fahrende" das Gespräch zu führen. Daraus haben sich folgende Bedürfnisse ergeben:

- Von organisierten Fahrenden wird in keiner Weise empfohlen, Anlagen für Fahrende zu bauen, wie sie von Herrn Habegger beschrieben wurden. Es ist daher nicht die Idee, Anlagen für ausländische Fahrende zu erstellen. Bei diesen handelt es sich meistens um grosse Gruppen, deren Platzbedarf in Biel nicht befriedigt werden kann. Von diesen Gruppen werden auch keine solchen Plätze verlangt. Auch Frau Beck spricht nicht von diesen Fahrenden.
- Die Notwendigkeit für Durchgangsplätze besteht für Fahrende schweizerischer Herkunft. Sie sind in der Schweiz gemeldet und zahlen Steuern. Für die Ausübung ihres Berufes müssen sie ihren Standort wechseln können.
- Die dritte Kategorie, welche Frau Beck anspricht, sind die Standplätze. Dabei handelt es sich um Plätze, wie sie im Moment im Lindenhof bestehen.

Offensichtlich hat die Stadt nicht die gleichen Informationen wie Frau Beck. Im letzten Absatz der Beantwortung des Gemeinderats ist festgehalten, dass in Biel ein überproportionales Angebot an Standplätzen besteht. Soweit der Gemeinderat informiert ist, gibt es in Biel kein zusätzliches Bedürfnis für weitere Standplätze. Ich könnte mich auch nicht daran erinnern, dass dieses Bedürfnis in den Arbeitsgruppen genannt worden wäre, an welchen ich sprechen durfte. Das grosse Problem der

Fahrenden sind die Durchgangsplätze. Deshalb findet es der Gemeinderat richtig, dass für Durchgangsplätze Lösungen gesucht werden. Aber, Frau Beck, Ihr Vorstoss ist etwas widersprüchlich. Zuerst wird verlangt, dass sofort ein Durchgangsplatz in Biel erstellt wird. Auf der anderen Seite wird aber gleichzeitig und (zu Recht) verlangt, diese Frage im regionalen Kontext zu lösen. Wenn der Gemeinderat dazu verpflichtet wird, unabhängig von der regionalen, eine lokale Lösung zu finden, dann wird es sehr schwierig werden.

Herr Habegger, interessanterweise machen Sie geltend, dass der Platz im Lindenhof nicht weiter ausgebaut werden soll, weil gewisse Leute aus der Nachbarschaft dies nicht wünscheten. Genau auf diese Haltung wird der Gemeinderat aber überall im städtischen Gebiet treffen. Deshalb wäre es besser, den Gemeinderat nicht zu verpflichten, auf städtischem Gebiet sofort eine Lösung zu finden. Das Problem sollte regional angegangen werden. Auf städtischem Raum gibt es nur einen Standort, der allenfalls in Frage käme. So einfach ist es aber nicht. Je nachdem, wo dieser Standort wäre, bräuchte es sogar eine Volksabstimmung. Diese zu gewinnen, wäre sicher nicht einfach.

Frau Beck, wenn der Text im Punkt 2 so verstanden werden könnte, dass gemeinsam mit seeland.biel/bienne in Biel oder in der Region ein Durchgangsplatz geschaffen werden soll, dann würde es reichen, Punkt 2 erheblich zu erklären. Damit würde auch in Biel geprüft, wo ein Durchgangsplatz möglich wäre. Wenn aber der Auftrag dann besteht, diesen Platz verbindlich in Biel zu suchen, wird es sehr schwierig werden, irgendjemanden in der Region dazu zu bewegen, dies ebenfalls zu tun. Ich wäre froh, wenn eine solche Einigung zu Stande käme. Selbstverständlich wird auch in Biel gesucht, aber nicht nur. Ich wäre froh, wenn Punkt 1 in diesem Sinne zurückgezogen werden könnte.

Der Gemeinderat hat sich mit diesen Fragen sehr intensiv befasst. Ich bin sehr zuversichtlich, Herr Habegger, dass es nicht nochmals vierzehn Jahre geht, bis ein Lösungsvorschlag vorliegen wird.

**Beck Kadima Muriel, Grüne Biel:** Mit dem Vorschlag von Herrn Stöckli betreffend Punkt 2 bin ich einverstanden, wenn Biel explizit dazugenommen wird. Eigentlich wollte ich das Problem gestaffelt angehen, da ich davon ausging, dass es in der Stadt sicher eine neue Lösung braucht. Auch ich habe festgestellt, dass die Fahrenden jedes Jahr wiederkommen, und dass ihre Unterbringung jedes Mal unbefriedigend ist. Dabei hatte ich nicht nur die Schweizer Fahrenden im Auge, sondern auch die ausländischen. Die Frage muss aber in jedem Fall mit der Stiftung "Zukunft für Schweizer Fahrende" und mit der Dachorganisation der Jenischen der Schweiz, der Radgenossenschaft der Landstrasse, angeschaut werden. Auch wenn es so aussieht, als ob die beiden Organisationen vorwiegend Schweizer Fahrende vertreten würden, überlegen sie immer auch, wie ihre ausländischen Volkzugehörigen in der Schweiz allseitig zufriedenstellend untergebracht werden können. Es ist gut, wenn Durchgangsplätze geschaffen werden. Bei den Standplätzen ist es nicht so, dass es keine bräuchte. Vielleicht sind die Informationen, auf welche sich der Gemeinderat bezieht, nicht die aktuellsten. Mir wurde von der Stiftung "Zukunft für Schweizer Fahrende" gesagt, der Platz an der Lindenhofstrasse sei ungenügend...

**Habegger Markus, parteilos:** Ich stelle fest, dass das Problem nicht richtig angegangen wird. Herr Stöckli, Probleme machen diejenigen Fahrenden, welche irgendeinmal in der Nacht in Biel ankommen, irgendwo bleiben und dann wieder gehen. Um diese Probleme zu lösen, muss nicht mit Verbänden und Gesellschaften gesprochen werden. Bei diesen problematischen Gruppen handelt es sich meistens um zehn bis fünfzehn Wagen mit einem Clanchef. Mit diesem muss gesprochen werden. In diesen Fällen nützen Verbände nichts. Kommen solche Gruppen, gehen sie irgendwo hin, bevor die Stadt es bemerkt. Dann muss sofort reagiert werden. Es müssen klare Regeln aufgestellt werden, beispielsweise kommuniziert werden, wieviel es kostet, in Biel zu stehen. Ausserdem müssen auch Abfallcontainer zur Verfügung gestellt werden. Es muss aber nichts gebaut werden, die Fahrenden kommen sowieso und auch der Dreck muss sowieso weggeputzt werden. Eigentlich geht es nur darum, endlich richtig zu reagieren, wenn solche Fahrende nach Biel kommen. Es geht nicht mehr, dass nur halbherzig gehandelt wird in der Hoffnung, die Fahrenden würden Biel so rasch wie möglich wieder verlassen. Ich glaube nicht daran, dass das Gespräch mit den Verbänden etwas bringt. Der Clanchef gibt den Ton an und sonst niemand, so ist das.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich möchte mich zur Sicherheit äussern: Herrn Habegger verstehe ich sehr gut. Das Anliegen des vorliegenden Postulats unterstütze ich. Es ist klar, dass ein geeigneter Platz gefunden werden muss, egal ob er in Biel oder in der Region ist. Dies würde auch von der Sicherheit her sehr viel bringen. Natürlich melden sich die Fahrenden nicht vierzehn Tage im Voraus, damit ein Platz gefunden und alles optimal vorbereitet werden könnte. Sehr oft ist es so, dass sie plötzlich in Biel auftauchen. Dann gehen Angestellte der Stadt zu ihnen und prüfen als erste Massnahme, ob sie zum Weiterfahren zu bewegen sind. Wenn dies nicht der Fall ist, zum Beispiel weil jemand ins Spital muss (dieser Fall traf kürzlich ein), werden verbindliche Abmachungen getroffen: wie lange sie bleiben, was sie benötigen, damit es nicht zu Störungen kommt. Es stimmt aber, dass diese Verhandlungen immer ad hoc und improvisiert stattfinden. Die Fahrenden zahlen aber in der Regel für den zur Verfügung gestellten Platz und reisen innert der gesetzten Frist wieder weiter. Nur in Ausnahmefällen klappt es leider nicht.

Es ist jedoch nicht zufriedenstellend, dass immer wieder improvisiert werden muss, insbesondere für die ausländischen Fahrenden. Mit den Schweizer Fahrenden hat die Stadt weniger Probleme. Hier handelt es sich meistens um kleinere Gruppen, sie sind mit unserer Kultur besser vertraut, haben Toiletten im Wagen und müssen diese nicht ausbauen. Vor allem für die ausländischen Fahrenden wäre es sehr wichtig, dass ein geeigneter Platz gefunden wird, sei es in Biel oder in der Region.

**Mischler Peter, SP:** Ich möchte dem Gemeinderat noch einen Tipp geben: Sollte ein Platz gefunden werden, müsste das Polizeireglement (SGR 552.1) abgeändert werden. Artikel 53 besagt, dass das Campieren und Übernachten im Freien auf Gemeindegebiet verboten ist. Dies müsste in diesem Fall angepasst werden.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Il n'y a plus d'autres interventions. Je passe au vote. Voulez-vous un vote séparé pour les deux points.

**Madame Beck Kadima retire le point 1.**

**Vote**

**La proposition du Conseil municipal, pour le point 2, n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**11. Interpellation urgente 20090246, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, "Quelle répression policière le Conseil municipal accepte-t-il à Bienne?"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

L'interpellante est **satisfaite** de la réponse.

**Moeschler Émilie, PSR:** Je remercie le Conseil municipal de sa réponse, qui donne des éclairages assez précieux sur les liens qu'entretient la Ville avec la Police cantonale et la marge de manœuvre, qui est donné à la Ville, dans la stratégie d'intervention de la Police cantonale. Pour les francophones ou les alémaniques, qui se prêtent à l'exercice de lire les documents en français des réponses du Conseil municipal, à la question 1, il manque deux paragraphes. Dans la version alémanique, ces deux paragraphes figurent. Il n'y a rien de scandaleux dans ces deux paragraphes cachés aux francophones, je peux vous le dire! Nous n'allons pas faire d'interprétation fâcheuse de cet oubli.

Même si la Ville de Bienne a perdu beaucoup d'influence dans l'activité et les modes d'intervention de la Police cantonale, il n'en demeure pas moins qu'elle garde une responsabilité politique de ce qui se passe sur son territoire. Je salue la volonté du Conseil municipal, de se rapprocher de la Police cantonale, pour certains types d'événements ou en tout cas, d'initier des rencontres régulières, afin que dans certaines situations, la Ville de Bienne se porte garante du principe de proportionnalité et surtout, dans l'utilisation de mesures de contraintes. Le principe de proportionnalité peut être défini très différemment selon les personnes qui l'interprètent. Je trouve cependant la réponse du Conseil municipal satisfaisante, car elle fait bien ressortir ce principe de proportionnalité. Je suis satisfaite de la réponse et je remercie le Conseil municipal.

**Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel:** Ich fasse mich kurz: Die Fraktion Grüne Biel dankt der Interpellantin dafür, dass sie das Thema angesprochen hat und dem Gemeinderat für seine Antwort. Beim ersten Lesen scheint es, als ob sich der Gemeinderat hinter der Gewaltentrennung verstecken würde, welche seit der Einführung der Einheitspolizei im Polizeiwesen besteht. Liest man die Antwort aber genau, kommt das Ringen des Gemeinderats zum Vorschein, den politischen Willen auf Gemeindeebene gegenüber dem Kanton zu vertreten. Die Einflussmöglichkeiten der Stadt sind beschränkt. Im vorliegenden Fall wurden sie wahrscheinlich ausgeschöpft. Die Fraktion Grüne Biel teilt die Empörung der Interpellantin, insbesondere, was die DNA-Entnahme bei den Kundgebungsteilnehmenden angeht. Leider muss hier wohl festgestellt werden, dass die Stadt im konkreten Fall keinen weiteren Handlungsspielraum hatte oder noch hätte. Deshalb muss der Stadtrat hier wohl gute Miene zum bösen Spiel machen. Die Fraktion Grüne Biel dankt der Sicherheitsdirektorin, dass sie beim Kanton entsprechend interveniert hat.

**Blösch Paul, Fraktion Forum:** Die Interpellantin bringt in ihrem Vorstoss zum Ausdruck, dass Police Bern in ihren Augen in diesem Fall überreagiert hat. Die Fraktion Forum ist eher der Meinung, die Interpellantin habe mit ihren zum Teil doch recht provokativen Fragen überreagiert. Die Antworten des Gemeinderats sind sachlich, klar und nachvollziehbar. Besonders unterstreichen möchte die Fraktion Forum die Aussage, dass die Gemeinde ausschliesslich die strategische Verantwortung in Sicherheitsfragen trägt. Für operative Fragen ist ausschliesslich Police Bern zuständig. Es wäre wenig hilfreich oder sinnvoll, wenn sich der Gemeinderat ins Tagesgeschäft von Police Bern einmischen würde. Die Fraktion Forum möchte in aller Deutlichkeit festhalten, dass es ein falsches Zeichen wäre, sich mit Leuten zu solidarisieren, welche sich mit voller Absicht und wiederholt gesetzeswidrig verhalten. Wenn sie gegenüber der Polizei keine oder falsche Angaben zu ihrer Person machen, sollten sie sich auch nicht über sogenannte repressive Massnahmen wie eine DNA-Entnahme beschweren. Statt zu reklamieren und zu kritisieren sollte der Stadtrat die Mitarbeitenden von Police Bern ermutigen und unterstützen, sich dort einzubringen, wo Probleme bestehen.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich möchte mich für diese Interpellation bedanken. Es ist für den Gemeinderat gut, wenn er aufgrund von konkreten Fragen immer wieder aufzeigen kann, wie es seit einem Jahr mit der Kantonspolizei läuft. Wie ich festgestellt habe, ist für viele noch unklar, was sich genau geändert hat und wie die neue Praxis aussieht. Manchmal muss auch der Gemeinderat noch mit der Kantonspolizei klären, wie mit gewissen Situationen konkret umgegangen werden soll. Es hat sich doch einiges geändert.

Im angesprochenen Fall hat sich aber überhaupt nichts verändert. Schon vor der Einheitspolizei lag die Kompetenz voll und ganz bei der Kantonspolizei. Die Stadtpolizei machte keine DNA-Analysen. Das war schon immer die Kantonspolizei und das blieb so. Wenn diese Frage also diskutiert werden soll, müsste dies auf kantonaler Ebene getan werden. Die Frage ist aber auch, wie vom Sprecher der Fraktion Forum angetönt, wie die Stadt Einfluss nehmen und steuern kann. Es ist so, dass der Gemeinderat Einzelereignisse nicht steuert, dies wäre auch nicht sinnvoll und ist so nicht vorgesehen. Sonst hätte Biel die Stadtpolizei behalten können. Der Gemeinderat kann nur bei sensiblen Einzelereignissen Einfluss nehmen. Darunter sind vor allem Demonstrationen und Grossveranstaltungen zu verstehen. Im Zusammenhang mit anderen Vorstössen wird dieses Thema wieder diskutiert werden. Aber auch bei politisch relevanten Themen, beispielsweise Hausbesetzungen oder Räumungen, kann der Gemeinderat einbezogen werden. Dies bedeutet aber nicht, dass der Gemeinderat sagen könnte, was konkret getan werden soll. Es geht mehr darum, dass der Gemeinderat informiert wird und er wieder darauf hinweisen kann, dass ihm das Verhältnismässigkeitsprinzip sehr wichtig ist. Dieses Prinzip ist aber auch der Kantonspolizei wichtig. Leider wurde genau dieser Abschnitt der Antwort nicht ins Französische übersetzt...

Manchmal ist es schwierig, die politische Tragweite im Voraus abzuschätzen. In der Umsetzung gibt es keine einfache Regelung. Es gibt viele Ereignisse, bei welchen sich erst im Nachhinein herausstellt, inwiefern sie politisch doch einigermaßen relevant sind. Der Wille und die Sensibilität, den Gemeinderat in solch relevanten Fragen zu kontaktieren, sind aber seitens der Kantonspolizei vorhanden.



**12. Interpellation urgente 20090284, Hans-Ulrich Köhli, Verts libéraux, "Scènes de drogue au "Yucca" à la rue des Tanneurs, à l'Aire de l'usine à gaz et à la rue des Jardins"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

L'interpellant **n'est pas satisfait** de la réponse.

**Köhli Hans-Ulrich, GLP:** Mit der Antwort des Gemeinderats bin ich nicht zufrieden. Bei den Punkten 1 und 2 ist nicht klar, ob etwas geschehen ist oder nicht. Ich möchte nochmals nachfragen, ob jetzt rund ums Yucca Präventionsmassnahmen durch eine Einheit des BSK (Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion) und der Gassenarbeit ergriffen worden sind.

Auch mit der Antwort über die auswärtigen Drogenabhängigen bin ich nicht zufrieden. Diese sind immer noch in der Stadt. Immer noch können Drogenabhängige beobachtet werden, die sich ihre Spritze vor dem Yucca setzen, dies ab zehn Uhr morgens bis spät in die Nacht hinein. Es stellt sich die Frage, ob nicht bei der Kantonspolizei erneut nachgefragt werden könnte, damit dort etwas passiert. Dieser Zustand ist unhaltbar.

Mein wichtigster Punkt betrifft den Gaskessel. Die Situation dort finde ich absolut nicht in Ordnung. Noch immer wird dort jeden Sonntag gedealt. Es sind viele Leute betroffen, beispielsweise diejenigen, die beim Gaswerk parkieren und dann in die Stadt spazieren. Ich finde es unhaltbar, wenn ich jedes Mal die Polizei anrufen muss, wenn ich dort jemanden dealen sehe. Das AJZ konnte sich mit der Polizei absprechen und nun passiert wenigstens etwas in Sachen Abfall. Es werden wenigstens städtische Mitarbeitende geschickt, welche am Montag den ganzen Dreck wegräumen. Im Moment finden im Gaskessel viele Aktivitäten für Kinder statt. Es muss wirklich geschaut werden, dass keine Spritzen und ähnliches herumliegen und die Drogenszene von dort verschwindet. Ich hoffe, dass die Sicherheitsdirektion im Gaswerkareal etwas mehr unternehmen wird und auch die Kantonspolizei einmal richtig einschreitet. Der heutige Zustand kann nicht einfach so belassen werden.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Je comprends la déception et l'amertume de Monsieur Köhli. Beaucoup d'autres personnes sont fâchées, notamment les habitants du quartier concerné par cette situation extrêmement pénible. Le Conseil municipal a toujours tenu le même langage. Nous n'avons pas d'alternative sur le plan de la location. Le Yucca est particulièrement bien adapté, du point de vue du local lui-même. Nous n'avons pas d'autres alternatives ailleurs, qui seraient mieux adaptées et devons faire en sorte que les conditions cadres soient améliorées. Nous avons revendiqué des mesures de sécurité du côté des voisins, mais aussi du côté politique. Ces mesures de sécurité, longtemps promises, n'ont pas été mises en place. Vous savez, que nous avons mené une réflexion pour le faire, en collaboration avec le Réseau Contact et le Travail de rue. Il a été décidé, finalement, qu'il valait mieux concentrer les efforts sur l'unité d'intervention à seuil bas, appelé SIP (Sécurité, Intervention, Prévention) par la Direction de la sécurité. L'été dernier, il a été décidé de ne pas mettre sur pieds cette unité pour l'instant. Nous sommes donc retournés à la case départ. Au cours de l'automne dernier, un concept de sécurité, avec le Yucca, le Réseau Contact et les

personnes concernées, a été redéfini. Nous sommes au bout de la procédure et avons eu une réunion récemment avec la Direction de la sécurité. Elle a approuvé la direction prise, avant de la mettre en œuvre, au plus tard à fin février. Le Conseil municipal doit encore accorder les violons avec la Police cantonale, puisque elle a un rôle important à jouer. Cette question spécifique doit faire l'objet d'un accord avec la Direction de la police cantonale. La question de la présence de ces personnes, dans d'autres secteurs de la Ville, au moment des fermetures du Yucca, est aussi une question sensible. Ce sujet avait été discuté au Conseil de ville, suite à une intervention de Monsieur Eschmann, si je me souviens bien. Cette intervention demandait l'ouverture du Yucca le dimanche. Nous étions arrivés à la conclusion, tant du côté du Conseil municipal que du Conseil de ville, qu'il valait mieux s'en tenir à la pratique actuelle, c'est-à-dire de fermer le Yucca le dimanche. Nous sommes conscients, qu'il ait des conséquences pour d'autres secteurs de la Ville. Cela montre aussi, que le concept de sécurité a une limite au développement du Yucca. Il faut réfléchir à un concept de sécurité sur une zone plus large, qui inclut des points sensibles, comme celui de la Coupole.

Je vous demande de patienter encore quelques semaines. Le Conseil municipal espère, que le concept de sécurité mis sur pieds aura des effets. Cependant, nous ne pouvons pas promettre la lune en la matière!

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Je vous propose de clore la séance et de traiter les points restants de l'ordre du jour lors de la prochaine séance. Bonne fin de soirée.

**13. Nouvelles interventions**

<b>20100035</b>	<b>Motion Dana Augsburger-Brom, Fraktion SP</b> Konzept zur Frühförderung und Prävention im vorschulischen Bereich Concept pour le soutien à la petite enfance et la prévention dans le domaine préscolaire	<b>BSK</b>
<b>20100036</b>	<b>Überparteiliche Motion Peter Moser, FDP, Daphné Rüfenacht, Grüne Biel, Peter Isler, SP</b> Abklären der Möglichkeiten zur tiefen Geothermie in Biel Clarification des possibilités de géothermie profonde à Bienne	<b>SID</b>  BAU
<b>20100037</b>	<b>Motion Émilie Moeschler, Groupe socialiste</b> Pour des agent(e)s de la circulation employé(e)s par la Ville Für städtische Verkehrsdienstmitarbeiter und -mitarbeiterinnen	<b>SID</b>
<b>20100038</b>	<b>Postulat Sabine Kronenberg, GLP</b> Übersichtlichkeit in Rechnung und Budget der Stadt Biel Clarté des comptes et du budget de la Ville de Bienne	<b>FIN</b>
<b>20100039</b>	<b>Interpellation Sabine Kronenberg, GLP</b> Bielersee Kraftwerke AG in Hagneck Centrales électriques du lac de Bienne S.A.	<b>SID</b>
<b>20100040</b>	<b>Interpellation Béatrice Sermet-Nicolet, PSR</b> Points forts de la politique du Conseil municipal 2009 - 2012 et crise économique Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik 2009 - 2012 und Wirtschaftskrise	<b>PRA</b> BSK, SID, BAU, FIN
<b>20100041</b>	<b>Interpellation Béatrice Sermet-Nicolet, PSR</b> Points forts de la politique du Conseil municipal 2009 - 2012 : renforcement du bilinguisme de la ville de Bienne Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik 2009 - 2012: Stärkung der Zweisprachigkeit der Stadt Biel	<b>PRA</b>
<b>20100042</b>	<b>Interpellation Christoph Grupp, Grüne Biel</b> Regiotram Tram régional	<b>BAU</b>
<b>20100043</b>	<b>Interpellation Roland Gurtner, Passerelle</b> Non à la Centrale nucléaire de Mühleberg Nein zum Kernkraftwerk Mühleberg	<b>SID</b>

***Fin de la séance / Schluss der Sitzung /: 23.00 heures / Uhr***

---

***Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:***

Olivier Ammann

***La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:***

Regula Klemmer

**Protokoll:**

Katrin Meister

Lilian Stähli

**Procès-verbal:**

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof